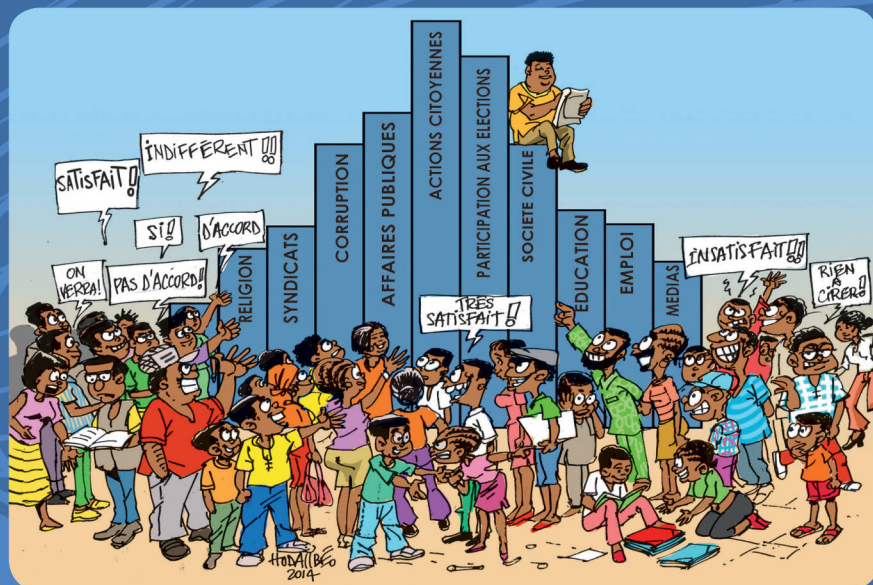
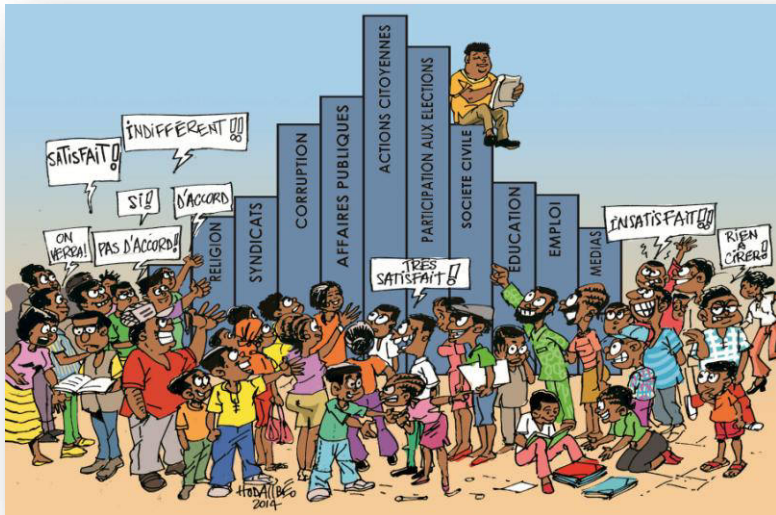


# ETUDE NATIONALE SUR

## LES PERCEPTIONS, LES ATTITUDES ET LA CITOYENNETE DES JEUNES VIS-A-VIS DE L'ACTION PUBLIQUE AU BENIN



# ETUDE NATIONALE SUR LES PERCEPTIONS, LES ATTITUDES ET LA CITOYENNETE DES JEUNES VIS-A-VIS DE L'ACTION PUBLIQUE AU BENIN



**IREEP** Institut de Recherche Empirique  
en Economie Politique

**FRIEDRICH  
EBERT**   
**STIFTUNG**

**ETUDE NATIONALE**  
**SUR**  
**LES PERCEPTIONS, LES ATTITUDES ET LA**  
**CITOYENNETE DES JEUNES VIS-A-VIS DE**  
**L'ACTION PUBLIQUE AU BENIN**

**Juin 2014**

**© FES, Bénin**

Les Cocotiers

08 B.P. 0620 Tri Postal

Cotonou - Bénin

Tél.: +229 21 30 28 84/ 67 67 04 65

E-mail: [info@fes-benin.org](mailto:info@fes-benin.org)

Internet: [www.fes-benin.org](http://www.fes-benin.org)

**Relecture critique**

Romuald E. K. ANAGO (Associé de Recherche à l'IREEP)

Richard HOUESSO (Associé de Recherche à l'IREEP et Partenaire National pour les pays francophones du réseau Afrobaromètre)

**Conception de graphiques et analyse**

Theresia EHRENFELD, Rufin B. GODJO, Gado NABINE-GBATI,

Anna RÜRUP, Christina UHLIG, Janine UHLMANNSIEK, Nouratou ZATO

**Relecture, critique et correction**

Omer SASSE

Imprimerie Ets Rehoboth (+229 67 47 04 47 / 95 95 14 72)

« Tout usage à but commercial des publications, brochures ou autres imprimés de la Friedrich-Ebert-Stiftung est formellement interdit à moins d'une autorisation écrite délivrée préalablement par la Friedrich-Ebert-Stiftung ».

# SOMMAIRE

NOTE PRELIMINAIRE .....	1
CHAPITRE I: STATISTIQUES DEMOGRAPHIQUES DE L'ECHANTILLON .....	2
CHAPITRE II: INTERET PORTE A LA POLITIQUE .....	17
CHAPITRE III: EVALUATION DE L'APPAREIL POLITIQUE .....	53
CHAPITRE IV: CONDITIONS DE VIE .....	72
CHAPITRE V: EGALITE ET DISCRIMINATION .....	80
CONCLUSION.....	85



## NOTE PRELIMINAIRE

L'« Etude Nationale sur les Perceptions, les Attitudes et la Citoyenneté des Jeunes vis-à-vis de l'Action Publique au Bénin » a été commanditée auprès de l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP) par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES). Le but visé étant d'évaluer et de comprendre les comportements et pratiques des jeunes dans le domaine public. Il s'agit en fait d'une étude transversale descriptive et analytique sur le comportement citoyen des jeunes au Bénin. La FES qui soutient au Bénin depuis plus de deux décennies la promotion de la démocratie, de la bonne gouvernance et des droits civiques est actuellement dans un processus de mise en œuvre de nouveaux programmes au profit de la jeunesse. C'est dans ce cadre et pour se faire une idée suffisamment proche de la réalité sur les perceptions des jeunes au Bénin que ladite étude a été commanditée.

L'objectif principal fut de collecter auprès des jeunes Béninoises et Béninois des données sur leurs comportements politiques. Une telle approche permet de procéder à une analyse situationnelle des valeurs et préoccupations dans les domaines de la citoyenneté, de la démocratie et de la bonne gouvernance. Dans ce cadre, 1.200 jeunes dont la tranche d'âge est comprise entre 15 et 35 ans ont été choisis de façon aléatoire dans tous les départements du Bénin pour participer à ladite enquête. La présente analyse se focalise sur les données que la FES considère comme les plus pertinentes ; elle assume, par conséquent le contenu de ses interprétations.

**Constantin Grund**  
**Représentant Résident**

# CHAPITRE I

## STATISTIQUES DEMOGRAPHIQUES DE L'ÉCHANTILLON

Caractéristiques de l'échantillon			1
<b>Nombre des observations</b>	1200 jeunes (15 à 35 ans)		
<b>Sexe</b>	50% femmes	50% hommes	
<b>Zone de résidence</b>	47% rural	53% urbain	

La présente étude se focalise sur un échantillon de la population béninoise, à savoir la population juvénile comprise entre la tranche d'âge de 15 à 35 ans. Au total, 1.200 jeunes Béninoises et Béninois ont été interrogés et ceci suivant une répartition égale du point de vue du genre.

On note dans l'ensemble un peu plus de jeunes interrogés en zones urbaines avec 53% qu'en zones rurales (47%). Cette répartition des jeunes enquêtés sur le territoire national est le reflet de la représentation des jeunes au plan national dans la



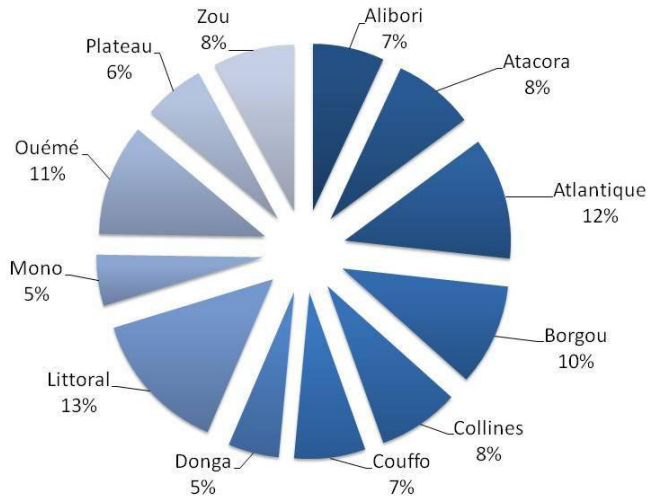
période 2012-2013. En effet, selon les projections du recensement général de la population durant cette période, il y aurait plus de jeunes en zone urbaine (53%) qu'en zone rurale (47%).

L'étude ambitionne d'être représentative de la population des jeunes sur le plan national. L'objectif était de donner à chaque jeune une chance égale et connue d'être choisi pour l'interview. C'est pourquoi, à toutes les étapes de l'échantillonnage, la méthode de sélection aléatoire a été strictement appliquée.

En outre, l'enquête a été conduite dans la période du 03 au 15 janvier 2012 en face-à-face et dans la langue de choix du répondant.

## Départements

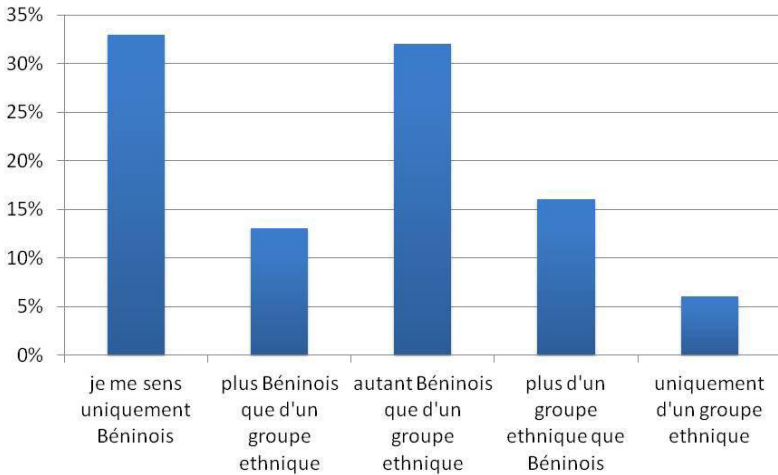
2



Au plan national, l'étude a pris en compte les douze (12) départements du Bénin avec de légères différences fondées sur la densité de la population. On note à cet effet une participation légèrement plus élevée dans le Littoral (13%) et l'Atlantique (12%) par rapport aux autres départements. Pendant que les taux de participation dans l'Ouémé et le Borgou sont respectivement de 11% et 10%, les départements des Collines, du Zou et de l'Atacora connaissent un taux de participation de 8% chacun. Les plus faibles taux de participation sont notés dans les départements du Couffo et de l'Alibori (7%), du Plateau (6%) et du Mono (5%).

## Sentiment d'appartenance au pays ou à un groupe ethnique

3



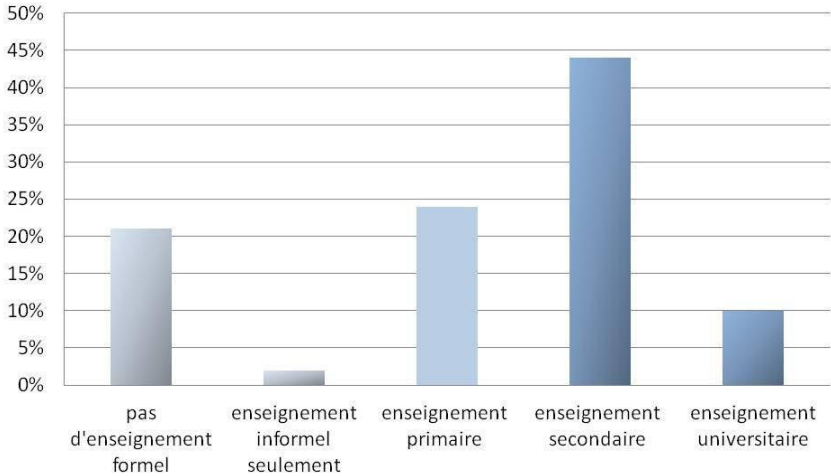
Le graphique ci-contre montre que le repli identitaire occupe une place prépondérante chez les Béninois enquêtés. Parmi ceux qui ont bien voulu répondre à l'enquête, 33% et 32% se sentent uniquement Béninois et autant Béninois qu'issu d'un groupe ethnique. En outre, 13% des personnes enquêtées se sentent plus Béninois que d'un groupe ethnique.

A l'opposé, 16% se sentent plus liés à un groupe ethnique qu'au pays et 6% des personnes écoutées se sentent uniquement membres d'un groupe ethnique. Cette tendance pourrait s'expliquer par l'influence remarquable des coutumes sur les mentalités.

Ce repli identitaire met en exergue « le régionalisme » qui semble être une des tares de la démocratie telle que vécue aujourd'hui. Le fait que qu'un cinquième des personnes enquêtées s'identifie à leurs groupes ethniques explique l'importance que les Béninois accordent aux positionnements politiques espérant éventuellement des retombées consécutives aux postes occupés par leurs frères et sœurs. Or, le sentiment d'appartenance à la nation est important pour le renforcement de la démocratie ; il permet la consolidation d'un Etat. Pour sortir des logiques ethniques ou régionalistes, il est nécessaire que les Béninois se forment une identité nationale.

## Niveau d'instruction

4



Ce graphique nous renseigne sur le niveau scolaire le plus élevé atteint par les personnes enquêtées. Ce dernier est globalement faible. En effet, 21% répondent n'avoir pas reçu d'enseignement formel et 2% seulement avoir reçu une éducation informelle. Cette dernière catégorie comporte des personnes alphabétisées, celles ayant suivi l'enseignement coranique et des personnes bénéficiaires d'une formation diplômante dans un cadre informel, à travers des écoles d'apprentissage et autres centres d'alphabétisation. 24% des enquêtés affirment avoir bénéficié de l'enseignement primaire. Un peu moins que la moitié des jeunes enquêtés, notamment 44%, ont suivi l'enseignement secondaire. Concernant l'enseignement universitaire, ce nombre s'élève à seulement 10%. Selon ces résultats, environ un cinquième des

personnes enquêtées n'a reçu aucune éducation, ou dans certains cas très peu d'éducation.

Bien que placé dans le contexte d'un pays en voie de développement, ces chiffres mettent en relief le grand nombre d'analphabètes face à une petite élite bénéficiaire d'un enseignement de pointe, reflétant ainsi les défis à relever par le Bénin dans l'éducation, secteur clé pour la formation des ressources humaines, gage d'un développement économique durable du pays.

## Non-scolarisation

5

	Pas d'enseignement formel ni informel
Femmes	31%
Hommes	14%
Urbain	13%
Rural	34%
TOTAL	23%

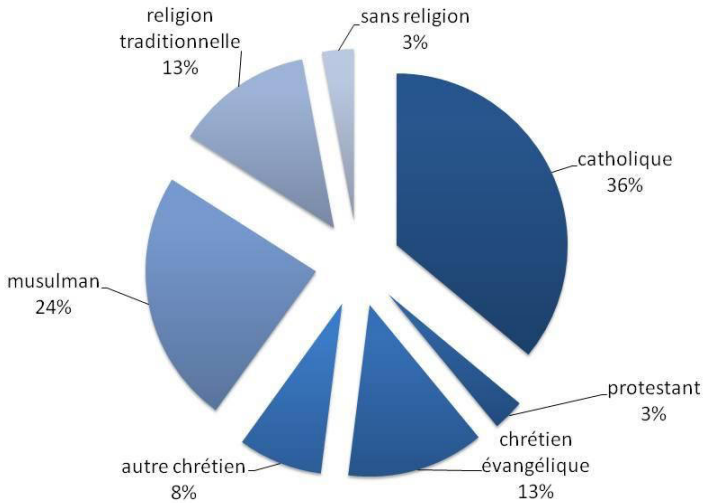
Ce tableau met en exergue le nombre de jeunes n'ayant reçu ni d'éducation formelle ni informelle. Au Bénin, à peu près un cinquième (23%) de la population juvénile est touché par l'analphabétisme. Parmi ces derniers, le cas des femmes est nettement plus préoccupant. Le nombre de femmes non-scolarisés est doublement plus élevé (31%) que celui des hommes (14%). Ces chiffres révèlent, entre autre, l'influence de la culture qui touche les fonctions, les rôles et les responsabilités dévolues traditionnellement aux hommes et femmes; ce système privilégie l'éducation et la formation des hommes. Le graphique peut également expliquer la faible autonomisation professionnelle des femmes exerçant souvent des activités ne nécessitant pas un grand niveau intellectuel (petits commerces et reventes).

Cette disparité prononcée se révèle dans la comparaison entre les zones rurales et urbaines. Le taux de non-scolarisation a plus que doublé en milieu rural (34%) en comparaison avec celui du milieu urbain (13%), témoignant de l'existence d'un fossé considérable en matière d'éducation entre les deux zones. Cela peut s'expliquer entre autres par le fait que les zones rurales sont davantage caractérisées par les activités agricoles et artisanales, et par le manque de centres de formation et d'éducation.



## Religion

6

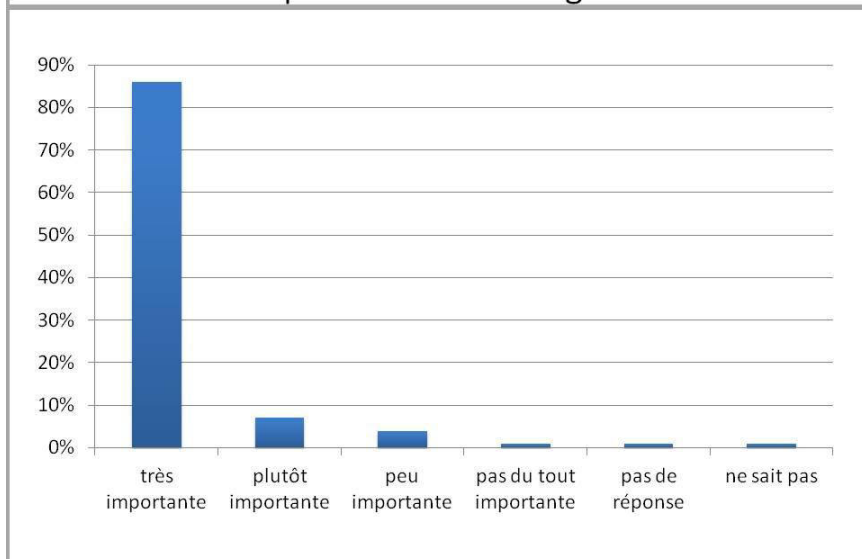


Ce tableau révèle un niveau de croyance assez élevé au Bénin. Seulement 3% des enquêtés affirment ne pas avoir de religion. En outre, ce tableau montre une fragmentation importante entre les différentes religions, même si la majeure partie de la population se réclame être des deux grandes religions, en l'occurrence le christianisme catholique (36%) et l'islam (24%), qui représentent ensemble un taux de 60%. Les religions traditionnelles, continuent cependant à jouer un rôle important (13%). Les courants pentecôtistes, adventistes et évangéliques, malgré leur apparition relativement récente au Bénin, connaissent une ascension remarquable.

Malgré cette diversité manifeste, le Bénin ne connaît pas de conflits interreligieux ouverts, ce qu'il convient de préserver. Au

cœur de cette constellation, le politique a la responsabilité de veiller à la préservation de cette coexistence pacifique entre les religions et au caractère laïc de l'Etat béninois.

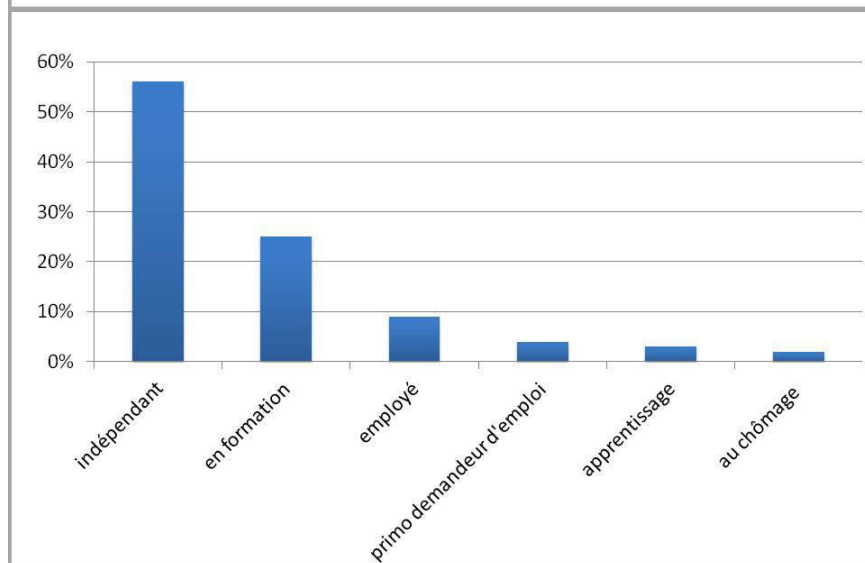
## Importance de la religion



La religion occupe une place prépondérante dans la vie de la majeure partie des enquêtés (86%). Ce degré de croyance élevé résulte d'un attachement permanent des Béninois aux cultes ancestraux spécifiques à plusieurs ethnies dans le pays. Il faut également noter qu'avec la colonisation, qui a facilité la rencontre entre les religions endogènes et celles dites importées, plusieurs Béninois, comme partout en Afrique, accordent plus d'importance à la religion. 7% des enquêtés trouvent la religion plutôt importante et 4% la trouvent peu importante. A contrario, seulement 1% des enquêtés estiment que la religion n'est pas du tout importante. Il reste cependant à faire en sorte que la forte croyance des Béninois ne les érige pas en « des attentistes » qui se réfugient derrière l'œuvre divine au détriment d'un engagement citoyen pour les actions de développement.

## Situation professionnelle

8



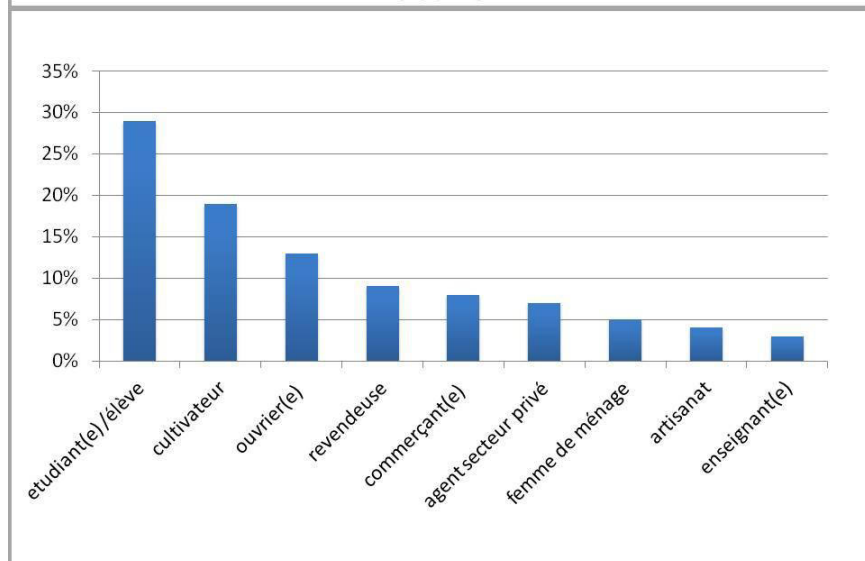
En ce qui concerne la situation professionnelle des enquêtés, la majorité (56%) se retrouve dans la catégorie « indépendant ». La catégorie qui regroupe les « indépendants » est essentiellement composée des travailleurs de l'économie informelle, ainsi que les professions libérales (cabinets, entrepreneurs ou commerce). 25% affirment être en formation (professionnelle ou académique) et seulement une partie infime se déclare employé (9%). La catégorie des primo demandeurs d'emploi (personnes à la recherche du premier emploi) représente 4%, alors que le nombre de personnes se déclarant au chômage (les personnes ayant travaillé dans une période déterminée et qui, entre temps, ont perdu leurs emplois) s'élève à 2%.

Le taux de chômage s'élèverait donc à 6%, ce qui laisserait, à première lecture déduire que la proportion de personnes à la recherche d'emploi au Bénin est éventuellement marginale. Cependant, le graphique permet de tirer une conclusion importante : la première barre témoigne du caractère hautement informel du marché du travail au Bénin et ainsi de l'incertitude autour du travail et du revenu. Tandis que la majeure partie de la population « gagne son pain » à travers de petites activités peu rémunérées dans l'économie informelle, les personnes se déclarant sans emploi/ au chômage se trouvent souvent en marge de la société/ du marché de travail, étant donné qu'ils ne sont ni identifiées par les structures publiques pour la mise à disposition de leur main-d'œuvre, ni bénéficiaires d'allocations financières susceptibles d'émousser les divers chocs liés à l'impécuniosité.

Les conséquences pour la démocratie sont considérables : le poids non négligeable de l'économie informelle et par conséquent la difficulté d'identification des entrepreneurs qui opèrent dans ce domaine. Cette réalité prive le fisc d'importantes ressources qui auraient pu être affectées au financement du développement. Quand on sait que l'économie béninoise est essentiellement fiscale, il est alors loisible de comprendre la forte dépendance de l'aide internationale pour assurer les services sociaux de base aux citoyens. Paradoxalement ce sont les travailleurs de l'économie informelle qui dans leur grande majorité restent vulnérables et n'ont pas accès aux mécanismes contributifs de sécurité sociale.

## Fonction exercée la plupart du temps dans la vie active

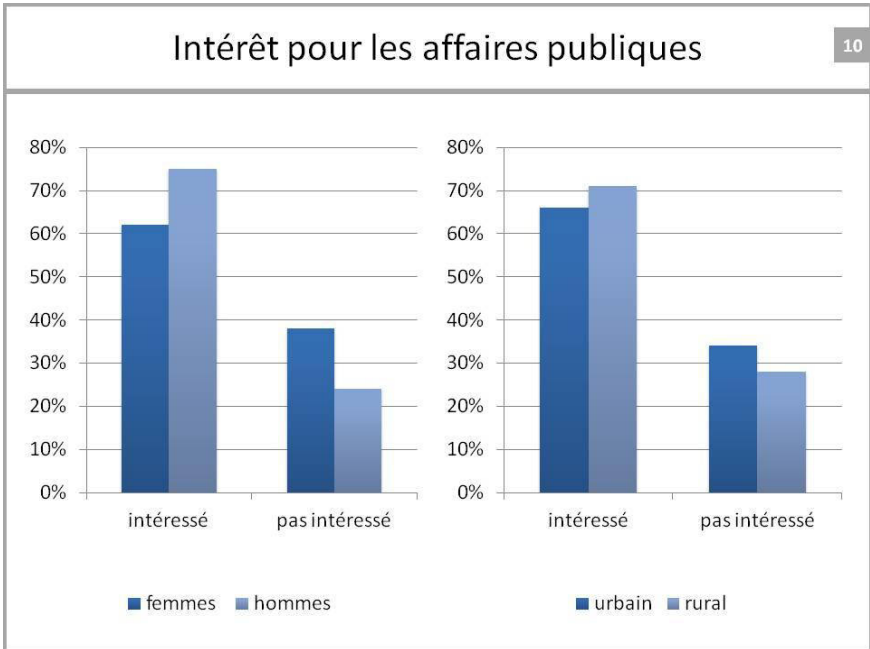
9



En lien avec l'analyse précédente, le graphique ci-contre confirme de nouveau l'emprise de l'informel sur l'économie béninoise. Une grange considérable des enquêtés répond avoir occupé pour la plupart du temps des fonctions dans le secteur informel, à l'exception des agents du secteur privé (7%) ou des enseignants (3%). Cette situation met en exergue l'absence de politiques structurées et d'investissement de l'Etat, censé faciliter l'intégration professionnelle des jeunes et le développement du marché de travail dans le secteur formel.

## CHAPITRE II

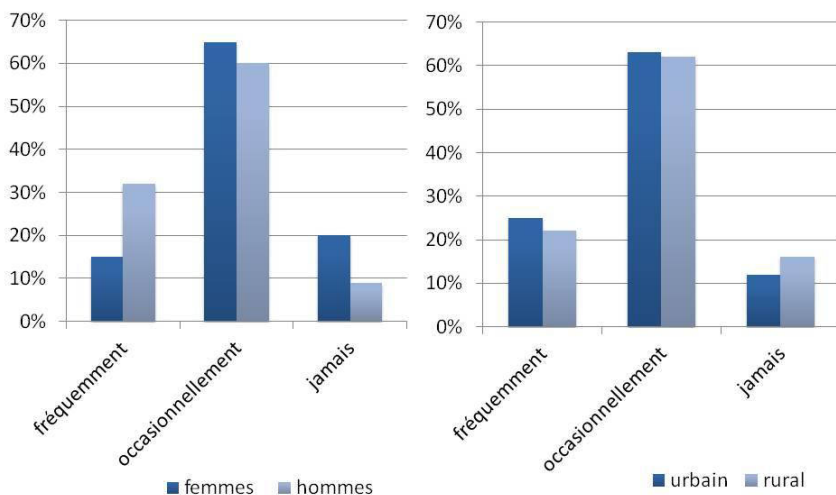
### INTERET PORTE A LA POLITIQUE



Par rapport à la dimension genre, le graphique met en relief un intérêt pour les affaires publiques plus manifeste chez les hommes (75%) que chez les femmes (62%). Comparant le niveau d'intérêt des enquêtés en milieu rural et urbain, il en ressort un intérêt légèrement plus manifeste pour les affaires publiques dans les milieux ruraux (71%) que les milieux urbains (66%). De manière globale, 69% des personnes déclarent s'intéresser aux affaires publiques et environ 31% affirment ne pas être intéressées. Ce taux manifestement élevé démontre un fort intérêt de la jeunesse béninoise aux affaires publiques.

## Discussion des questions politiques entre amis/ en famille

11



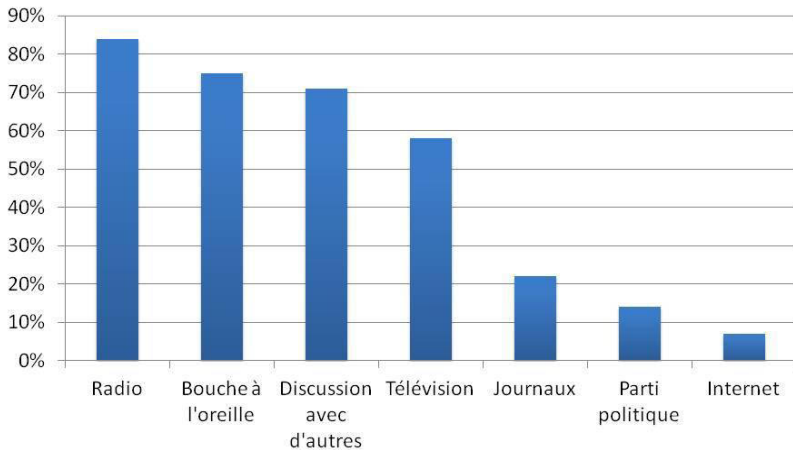
Les hommes discutent nettement plus fréquemment des questions politiques avec leurs amis ou en famille (32%) que les femmes (15%), ce qui confirme l'analyse du graphique précédent qui note le désintérêt prononcé qu'ont les femmes pour les affaires publiques. Néanmoins, dès que l'occasion se présente, les femmes (65%), à l'instar des hommes (60%) en parlent. En ce qui concerne la comparaison entre les milieux urbains et ruraux, les habitudes paraissent similaires. Plus que 60% dans les deux zones discutent occasionnellement et environ un quart fréquemment des questions politiques. De manière globale, on peut constater que seulement 23% des enquêtés discutent de manière fréquente des questions politiques avec leurs amis ou en famille et que la grande majorité, environ 62%, en parle seulement occasionnellement. Pour cette majorité, ce sont alors les sujets ou occasions significatives qui vont déclencher les débats politiques



avec leur entourage. En se référant au graphique précédent, on peut affirmer que ces résultats font ressortir l'apathie et le désintérêt manifeste des jeunes Béninois pour la politique. Ces derniers semblent accorder une place mineure aux questions politiques. Ce constat met en exergue une question centrale : comment expliquer l'apathie et le désintérêt des jeunes alors que ces derniers utilisent le plus les TICs ?

## Canaux d'information

12



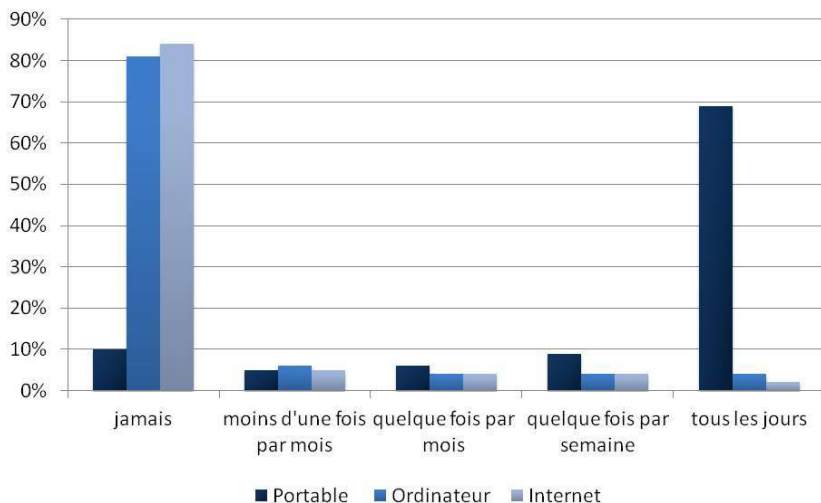
La radio a été citée comme le canal d'information le plus utilisé (84%), suivi du « bouche-à-oreille » (75%) et de la discussion avec d'autres personnes (71%). Plus de la moitié des enquêtés suivent les informations diffusées par la télévision (58%). A contrario, les journaux sont consultés par un nombre infime de personnes (22%). Un groupe bien restreint a accès aux informations à travers les partis politiques (14%) par Internet (7%). L'importance de la radio s'explique par son caractère de média de proximité facilement accessible par une large frange de la population. Notons qu'à part le déphasage dans la qualité des infrastructures entre les zones urbaines et rurales, la plupart des chaînes restent accessibles dans un rayon convenable. Aussi doit-on noter l'accessibilité sur le plan linguistique du fait de la diffusion des émissions en langues locales, adaptées aux besoins et réalités des différents courants de pensée.

Le graphique montre également la forte popularité et la large expansion d'informations peu fiables, globalement basées sur des rumeurs. Ces sources susceptibles de drainer de fausses informations peuvent servir à des fins d'influence, de manipulation, voire de propagande politique et ne permettent pas aux populations de se forger une opinion objective propre et critique. L'influence des journalistes et autres acteurs des milieux politiques sur l'opinion publique, de même que l'influence de l'argent sur le traitement de l'information restent des préoccupations majeures. Le taux élevé d'analphabétisme et la pauvreté persistante peuvent expliquer l'accès difficile à des médias tels que la télévision, les journaux ou Internet.

Par contre, les partis politiques qui devraient dans une démocratie jouer un rôle important dans l'éducation et la formation des citoyens, semblent avoir du mal à assumer leur mission. Ils ne semblent pas être perçus comme des institutions crédibles et restent négligés dans la quête d'informations des populations. Dans le questionnaire se trouvait également la réponse « par le biais des élus locaux », mais cette option n'a pas été cochée par les personnes enquêtées, montrant ainsi que les élus locaux ne transmettent pas les informations politiques aux niveaux locaux.

## Utilisation des nouvelles technologies

13



Respectivement 81% et 84% des jeunes répondent n'avoir jamais utilisé un ordinateur ou accédé à Internet. En ce qui concerne l'accès à Internet, il y a cependant une variante entre les hommes (77%) et les femmes (90%). Ceci témoigne d'une disparité importante quant à la dimension genre. Une disparité similaire s'exprime entre personnes habitant une zone rurale (94%) et celles habitant une ville (74%). Cependant, le téléphone portable connaît une expansion de grande envergure (69%) au sein des jeunes enquêtés qui affirment en faire usage au quotidien. Cette évolution est principalement due aux récents et importants investissements d'opérateurs privés dans le secteur de la téléphonie mobile et à l'accessibilité de téléphones portables à bas coût importés principalement de la Chine. De plus, les lignes téléphoniques fixes restent difficilement accessibles et coûteuses. Ce faible taux d'utilisation des Technologies de l'Information et de

la Communication (TIC) est susceptible de freiner la circulation de l'information, et par conséquent de constituer un obstacle sérieux au processus de développement. Il va sans dire qu'au Bénin, les politiques de mobilisation sociale ou d'éducation civique ne peuvent pas se fonder sur les TICs. Si le secteur de la téléphonie mobile a connu une forte croissance au Bénin, l'utilisation des ordinateurs et l'accès à Internet, par contre restent embryonnaires et constituent un vaste chantier en matière d'infrastructures.

## Aperçu de l'approbation des affirmations liées à la vie politique

14

	Femmes	Hommes
Dans une démocratie, il faut la compétition de deux partis au moins.	70%	82%
Plusieurs partis politiques sont nécessaires pour garantir que les Béninois aient réellement le choix de ceux qui vont les gouverner.	54%	60%
Les partis politiques développent le plus souvent des approches régionalistes.	59%	62%
Les partis politiques de l'opposition devraient coopérer avec le gouvernement et l'aider à développer le pays.	69%	68%
Les membres des partis politiques œuvrent pour leurs propres intérêts ou ceux de leur famille.	63%	61%
L'utilisation de la violence n'est pas justifiée dans la politique Béninoise.	86%	82%

Le présent tableau regroupe diverses questions concernant la vie politique et le fonctionnement des institutions politiques. Les deux premières questions s'intéressent à l'adhésion des personnes enquêtées aux fondements de la démocratie libérale. Ainsi, la plupart des personnes (respectivement 70% des femmes et 82% des hommes) partagent l'avis que la compétition entre au moins deux partis politiques soit nécessaire dans un système démocratique.

En ce qui concerne la deuxième question, l'approbation pour la compétition politique et le multipartisme diminue considérablement ; 54% des femmes et 60% des hommes estiment que l'existence de plusieurs partis politiques leur permettrait un meilleur choix de leurs gouvernants. Nous pouvons en déduire qu'à l'opposé du multipartisme intégral, le bipartisme bénéficie d'un large soutien au sein des personnes enquêtées. La

forte fragmentation du paysage politique caractérisée par un nombre élevé de partis et de regroupements politiques, ainsi que l'instabilité de ces derniers renforcent le sentiment de méfiance vis-à-vis du multipartisme. Les personnes enquêtés se retrouvent davantage dans une logique de deux blocs, dont un représentant le gouvernement et l'autre l'opposition.

Ces opinions précédemment exprimées ont un lien avec la perception qu'ont les enquêtés des partis politiques. Aussi bien les hommes que les femmes estiment à environ 60% que les partis politiques s'inscrivent principalement dans des logiques et approches régionalistes, défendant les intérêts et préoccupations d'une région spécifique. Au lieu de couvrir une large partie du territoire national et contribuer à la cohésion nationale, l'ancrage des partis dans les régions et au sein des ethnies ne fait qu'accentuer les divisions et crispations existantes et peut, à terme, gravement nuire au développement économique, politique et social du pays.

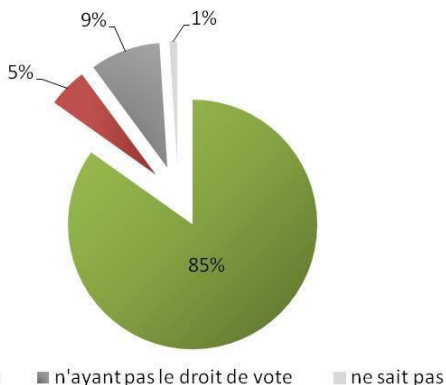
Environ 70% des hommes et femmes partagent l'avis que les partis politiques de l'opposition devraient œuvrer ensemble avec le gouvernement pour le développement du pays. Cette conception ne correspond pas aux principes d'un système démocratique, qui confère à l'opposition un rôle plus nuancé. Pour 62% des hommes et femmes, les partis politiques agissent dans leur propre intérêt ou celui de leurs familles, ce qui signifie que la majorité des personnes enquêtées n'accordent ni crédibilité, ni confiance aux partis politiques. En ce qui concerne le recours à la violence dans la politique béninoise, une très grande majorité des personnes enquêtées, notamment 86% des femmes et 82% des hommes estiment qu'il n'est pas justifié. Bien que le pacifisme ne soit pas une mauvaise chose en soi et que les jeunes

Béninois semblent privilégier d'autres voies telles que les élections ou le recours aux institutions pour résoudre leurs problèmes, il n'en reste pas moins qu'une trop forte apathie et le refus catégorique de recours à la violence pourraient conduire à une forme de résignation.



## Propension à la participation aux élections municipales de 2013

15



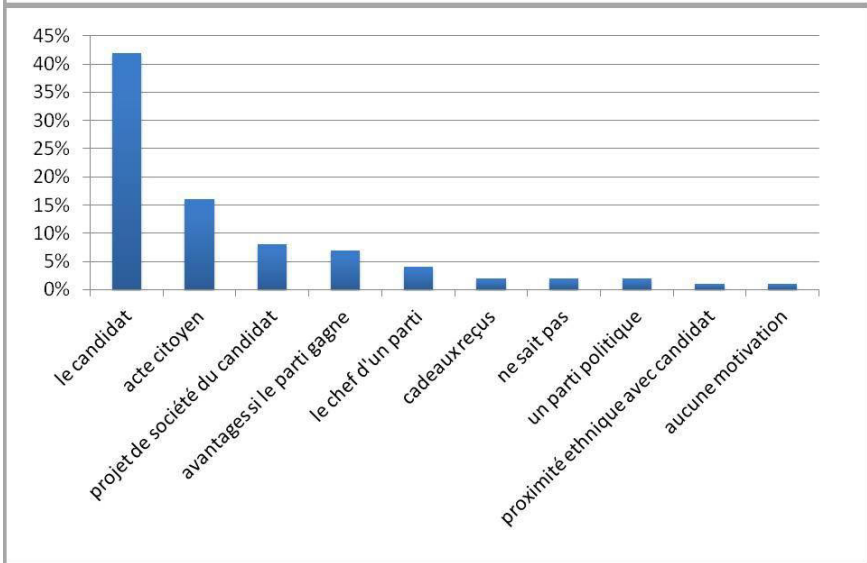
	Femmes	Hommes	Total
Sentiment d'être informé sur les programmes des partis politiques	30%	41%	36%

La majeure partie des populations enquêtées (85%) s'est montrée plutôt favorable à la participation aux élections, quand bien même moins de la moitié des enquêtés (36% seulement) est informée des programmes des partis politiques pour lesquels ils projettent voter. En règle générale, la participation aux élections est plus forte que l'intérêt accordé à l'engagement politique, et on peut constater un fort engouement pour les processus électoraux. En ce qui concerne la connaissance des programmes, le graphique nous montre un écart relativement perceptible entre le taux des hommes informés sur le programme des partis politiques (41%) et celui des femmes (30%) qui sont vraisemblablement moins informées sur ledit programme. Le graphique met d'ailleurs en exergue le faible pourcentage des personnes non favorables aux élections (5%) et seulement 1% pour les personnes enquêtées et qui ne se sont pas prononcées sur la question. Bien que la majeure

partie des Béninois soit apparemment disponible à aller voter, il faut noter que la mauvaise organisation enregistrée lors des élections force certains citoyens à la retenue. Soulignons que 9% des personnes enquêtées n'ont pas droit au vote.

## Motivation principale à aller voter

16

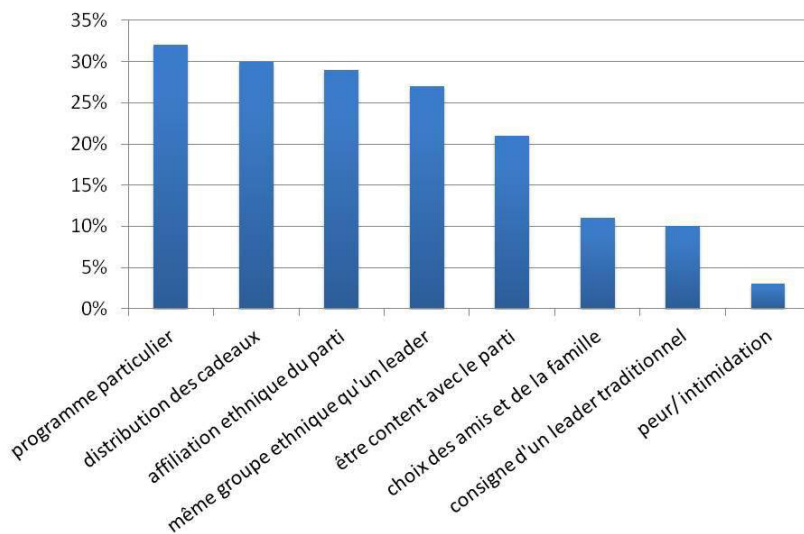


Il se dégage d'emblée du présent graphique une forte personnalisation du vote ; 42% des personnes enquêtés répondent être motivées par le candidat. Le culte de la personnalité est célébré dans presque tous les partis politiques où le candidat est souvent considéré comme un leader absolu. Ainsi, au lieu d'une équipe ou d'un parti politique (seulement 2% des enquêtés se laissent motiver par ce dernier), on vote pour un individu. Il ne s'agit donc plus des qualités ou des compétences d'un candidat, de son projet de société (8%) mais l'identification avec l'individu sur la base de son charisme, ses capacités financières, sa provenance ethnique et/ou religieuse, son appartenance familiale et autre. Cette situation est confortée par le fait que les partis politiques ne tiennent pas des discours univoques et, partant, intelligibles. Dans une large mesure, les partis politiques fonctionnent toujours sur des bases ethniques.

Ceci motive la tendance des citoyens à aller voter pour un candidat particulier avec qui ils ont plus d'affinité. Dans cette perspective, les problèmes majeurs que rencontre le pays sont sensés être résolus par des personnes qui « ont le destin du pays entre leurs mains », et non pas par un groupe organisé qui propose au peuple un programme politique clair.

## Raisons perçues comme très importantes dans la décision de vote

17

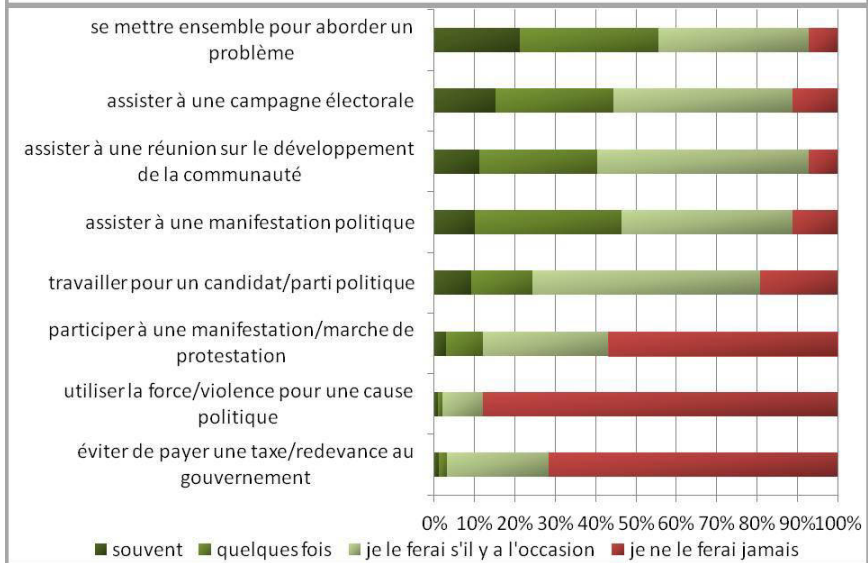


Le graphique nous renseigne sur la source de motivation dans le choix ou dans la décision de vote. On note une forte tendance liée à d'éventuels avantages (espoirs d'ascension sociale, accès aux postes administratifs, bon positionnement aux postes électifs, nominations ou obtention des marchés publics, etc.) qui détermine la décision de vote pour 38% des enquêtés. Dans ce cadre, 30% disent voter en fonction de la distribution de cadeaux du parti ou de l'argent. Bien que ce phénomène soit nuisible à la démocratie, car il fait le lit à la corruption, il n'en demeure pas moins que 32% des enquêtés se laissent plutôt convaincre par le programme particulier d'un parti. Ce qui contrebalance en partie la première tendance et qui est donc salutaire. En outre, une affinité basée sur la provenance ethnique détermine la décision de vote chez certains Béninois interrogés. Le précédent graphique en est une illustration. Ainsi, 29% des personnes interrogées

conditionnent leur intention de vote à l'identité ethnique des partis politiques, et 27% à la même provenance ethnique qu'un leader particulier. Le graphique nous renseigne aussi sur 21% des enquêtés dont les intentions de vote se dessinent à travers leur satisfaction vis-à-vis des actions du parti politique. Parmi les enquêtés, dont les intentions de vote sont influencées par des tiers, on note que 11% font le même vote que leurs amis ou leur famille, et 10% considèrent leur intention de vote comme la consigne d'un leader traditionnel. Mais 3% des enquêtés confirment qu'ils votent sous les contraintes de la peur et de l'intimidation.

## Action citoyenne

18



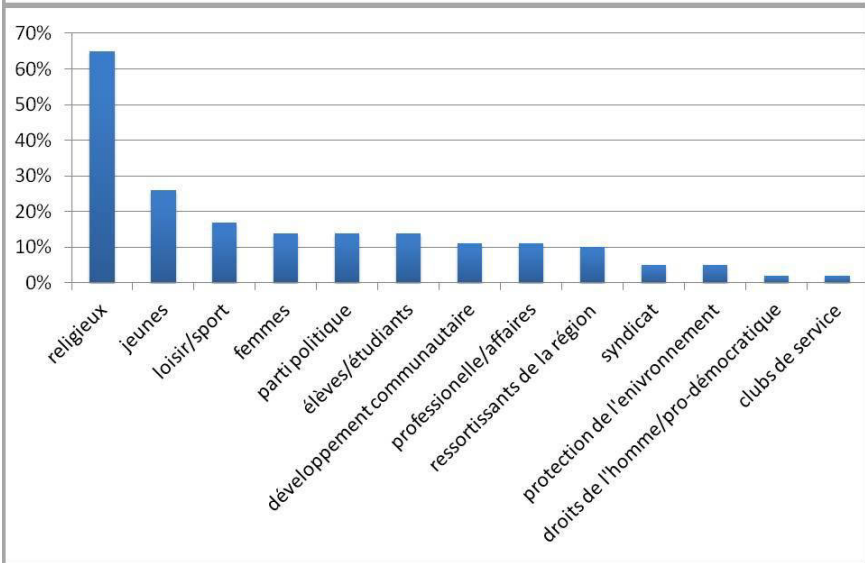
Le graphique confirme une propension globale de la population à la non-violence et à la recherche du consensus à travers les discussions. 87% des personnes enquêtés disent ne jamais utiliser la force ou la violence pour une cause politique et 57% ne jamais participer à une manifestation ou une marche de protestation. En conséquence, si le pacifisme du Béninois peut être perçu d'une manière positive, il y a aussi un côté inquiétant qui conforte les populations dans le refus de revendiquer leur droit politique légitime, car parfois, des mesures radicales sont utiles pour en arriver à des changements qualitatifs. Ainsi, cette tendance pourrait favoriser les hommes politiques qui dans une certaine mesure se retrouvent d'emblée confortés dans leur tendance à agir sans la moindre crainte d'une réaction publique ou même d'une révolution. Le danger est qu'il peut se créer une apathie politique au sein de la population. On note aussi une action

citoyenne qui s'exprime à travers un civisme fiscal bien ancré dans les consciences des jeunes (68% répondent ne pas éviter de payer une taxe/redevance au gouvernement). 56% des enquêtés seraient prêts à travailler pour un candidat ou un parti politique si l'occasion se présente. Il en va de même pour la participation des citoyens aux campagnes électorales (44%). Les enquêtés se sont plutôt prononcés à cet effet en mettant un accent aussi bien sur leur disponibilité que sur l'institution, le parti, la personne ou le leader du parti. On note aussi dans le graphique un léger désintérêt pour la gouvernance locale.



## Adhésion aux associations

19



Interrogées sur leur adhésion aux associations, une grande majorité des personnes enquêtées (65%) répond participer, d'une manière ou une autre (comme simple adhérents, membres actifs ou dirigeants), à l'animation d'associations de nature religieuse qui connaissent, par ailleurs, une affluence considérable comparée aux autres associations citées, tels que celles des jeunes (26%), de loisirs/sport (17%) ou des femmes (14%). A contrario, respectivement 14%, 11% et 5% des personnes interrogées se retrouvent à travers les associations focalisées sur l'action publique, telles que les partis politiques, les associations de développement communautaire ou les syndicats. De manière générale, le niveau d'engagement est plus élevé chez les hommes que chez les femmes. Néanmoins, cette disparité est moins visible au sein des groupes religieux où les femmes prennent légèrement le dessus. Cette propension manifeste vers les associations à

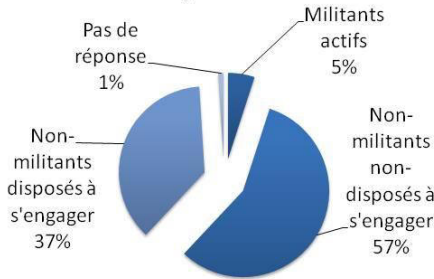
caractère religieux peut être mise en parallèle avec le désengagement et le désintérêt pour les associations de nature politique, économique ou social. Cette propension pourrait laisser sous-tendre une certaine apathie politique des personnes enquêtées qui s'engagent ou même se réfugient dans la religion. Ce qui justifie, entre autres, l'émergence de personnalités de plus en plus charismatiques dans les sphères religieuses.

# Les syndicats

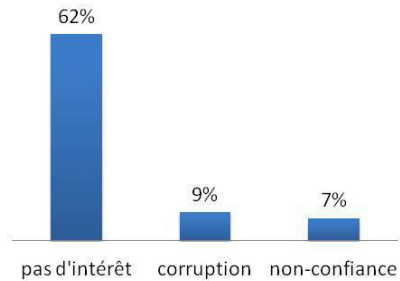
20

	Femmes	Hommes	Urbain	Rural	Total
Militants actifs	2%	8%	4%	6%	5%
Volonté de s'engager dans un syndicat	32%	41%	35%	38%	37%

**Volonté de s'engager dans un syndicat**



**Raisons pour le manque de volonté de s'engager**

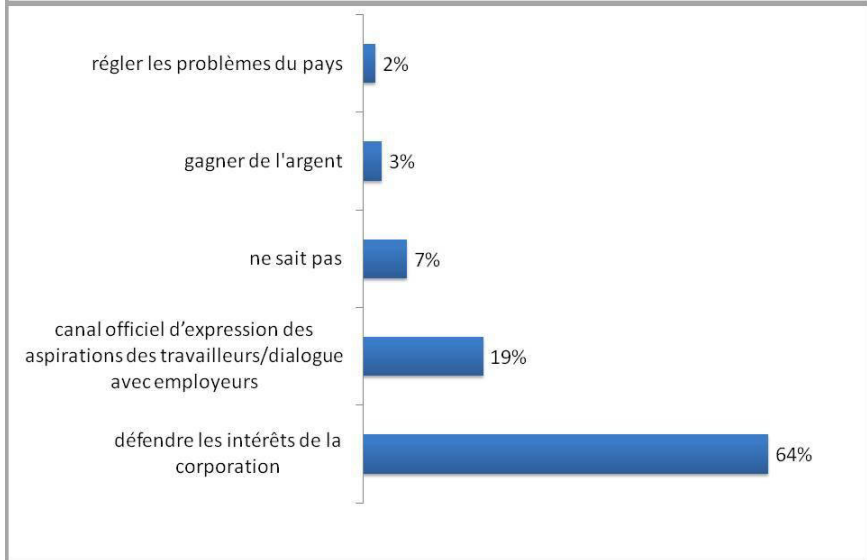


Interrogées sur leur engagement dans les syndicats, 5% des personnes enquêtées se déclarent militantes actives, avec une majorité de militants masculins (8%) contre 2% de femmes. Le taux de syndicalisation, notamment parmi les femmes, est très bas, bien qu'il existe une volonté considérable de s'engager dans le syndicalisme. Au total, 37% des enquêtées, c'est-à-dire plus qu'un tiers se déclarent disponibles pour un engagement syndical, toujours avec plus d'hommes (41%) que de femmes (32%). Ces chiffres reflètent donc un manque de confiance et de crédibilité des structures syndicales existantes, dans lesquels seulement un nombre infime des personnes enquêtées s'engage activement. Au delà de ce faible taux de syndicalisation, il faudra également intégrer le phénomène de la fragmentation, car les 5% des personnes disponibles pour s'engager se retrouvent dans sept (7) confédérations syndicales. Les faibles taux de syndicalisation et de

représentativité ne permettent pas aux syndicats de se positionner comme interlocuteurs crédibles et puissants en face de l'Etat pour impacter des négociations et améliorer les conditions de travail des travailleurs. Par ailleurs la fragmentation met en exergue les querelles de leadership des dirigeants syndicaux qui fragilisent le mouvement syndical au Bénin. Les syndicats ne proposent pas de solutions alternatives aux problèmes des jeunes et des travailleurs de l'économie informelle. Dans ces conditions il est aisé de comprendre que le taux de syndicalisation soit bas et que les travailleurs ne s'identifient pas tous à travers l'action des syndicats. A côté des militants actifs et les non-militants disposés à s'engager, 57% des personnes enquêtées déclarent ne pas être intéressées par un engagement syndical. Et pour cause, ces derniers répondent à forte majorité (62%) ne pas y accorder un intérêt, alors que seulement 9% citent la corruption ou encore 7% le manque de confiance comme la base de leur désaffection.

## Notion de la fonction des syndicats

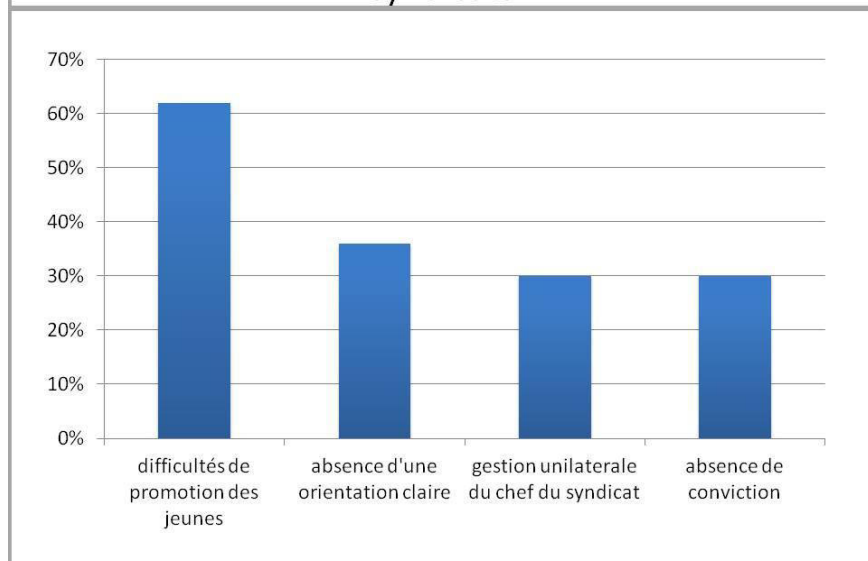
21



Les fonctions essentielles des syndicats sont bien connues des personnes enquêtées. La majorité (64%) identifie la défense des intérêts de la corporation comme fonction principale des syndicats, suivis par 19% qui leur accordent le rôle de canal officiel d'expression des aspirations des travailleurs et de dialogue avec les employeurs. Ainsi, la notion de syndicat est bien comprise. De plus, très peu de personnes partagent l'idée selon laquelle les syndicats correspondent aux associations à buts lucratifs. Elles sont encore moins nombreuses (seulement 2%) à voir à travers les syndicats des institutions étatiques sensées régler les problèmes du pays.

## Difficultés rencontrées par les militants des syndicats

22

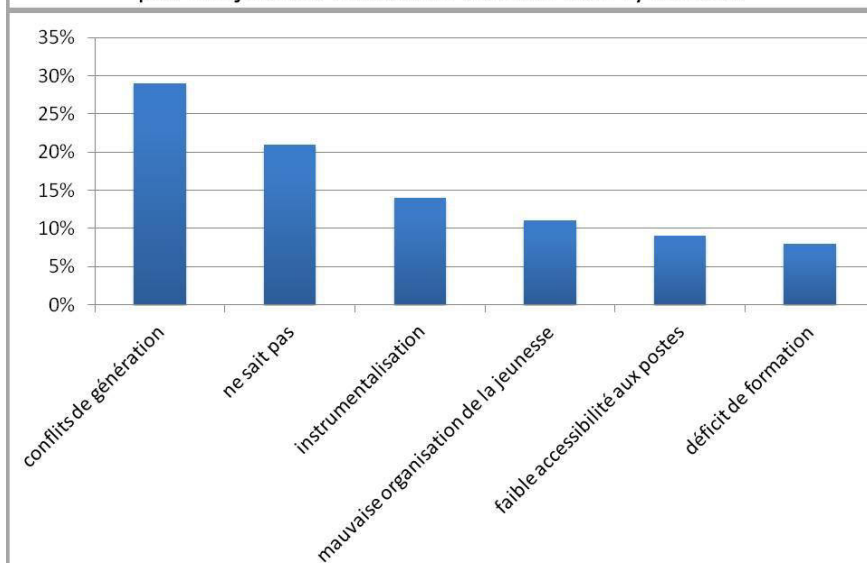


Pour les personnes enquêtés, étant membres des syndicats (5%), le problème majeur qui se pose est la difficulté de promotion des jeunes (62% des membres syndicaux), rendant ainsi difficile leur ascension et problématique l'alternance dans les instances dirigeantes. L'absence de volonté politique pour le renouvellement des élites provoque un conservatisme au sommet des syndicats et impose à la jeune génération un mutisme inquiétant. Dans la palette de difficultés énumérées par les personnes enquêtées on note aussi le manque d'orientation politique claire (36%) des organisations syndicales qui ne disposent ni d'une feuille de route, ni d'un cadre adéquat pouvant régir leur fonctionnement permettant de les distinguer des autres syndicats. En conséquence, il s'établi un style de gestion du sommet vers la base caractérisé par la prédominance et la mainmise de l'instance dirigeante sur toutes les activités, et un

leadership extrêmement fort qui gère le syndicat d'une manière autocratique telle une entreprise privée (30%). En outre, on note l'absence de conviction au niveau des instances dirigeantes des syndicats, ont souligné 30% des enquêtés: les leaders sont souvent difficilement identifiables, en matière d'expression d'une idéologie. En effet du point de vue idéologique à part une seule confédération syndicale inféodée à un parti politique, rien ne différencie les six autres. Ce qui accentue davantage la confusion sur les orientations idéologiques des syndicats.

## Perceptions des enquêtés sur les difficultés rencontrées par les jeunes militants au sein des syndicats

23

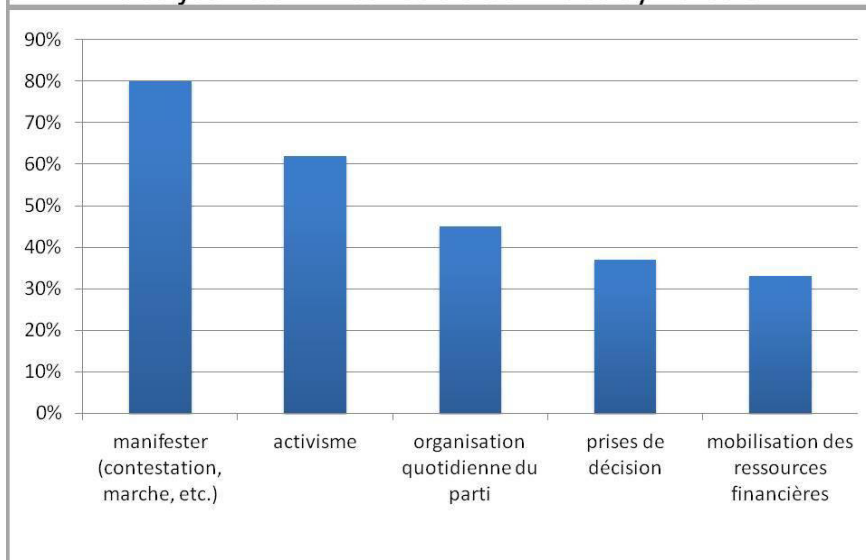


Le tiers des personnes enquêtées pense que les problèmes principaux rencontrés sont les conflits de génération (30%). Les syndicats manquent d'un plan de promotion de la jeunesse, d'un plan de formation et de suivi adéquat destinés aux jeunes syndicalistes dans l'objectif de les préparer aux postes de décision et pour constituer une réserve qui pourrait prendre le relais. Ceci est la cause directe du conservatisme illustré par le graphique précédent. Le graphique fait par contre état de 21% qui n'ont pas d'idée par rapport aux problèmes internes des jeunes militants au sein des syndicats. On note de plus que les enquêtés estiment que les jeunes syndicalistes font l'objet d'une instrumentalisation plus ou moins considérable (14%), c'est-à-dire qu'ils sont utilisés à des fins de mobilisation (manifestations, marches, protestations, etc.) mais sont cependant moins impliqués dans la prise de décisions stratégiques.



## Perceptions des enquêtés sur les implications des jeunes militants au sein des syndicats

24



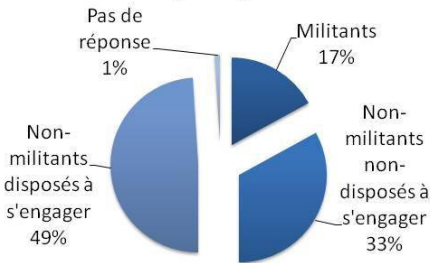
Interrogé par rapport à l'implication des jeunes militants au sein des syndicats, la grande majorité (80%) estime que ces derniers sont principalement impliqués dans des manifestations, telles que des marches ou des actions de protestation, suivi par l'activisme (62%). En ce qui concerne les responsabilités de nature stratégique ou interne, telles que la gestion quotidienne du syndicat (45%), les prises de décisions (37%) ou la mobilisation de ressources financières (33%), les personnes enquêtés ne pensent pas que les jeunes militants sont véritablement impliqués. Cette perception a été illustrée dans le graphique précédent où l'on note un conflit de génération bloquant l'accession des jeunes aux instances de décision et leur forte implication pour la mobilisation, l'activisme, ainsi que les tâches administratives d'importance mineure.

## Les partis politiques

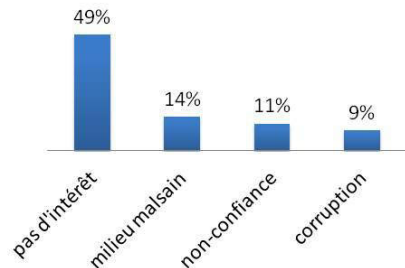
25

	Femmes	Hommes	Urbain	Rural	Total
Militants	9%	24%	15%	18%	17%
Volonté de s'engager dans un parti politique	49%	49%	47%	51%	49%

**Volonté de s'engager dans un parti politique**



**Raisons pour le manque de volonté de s'engager**

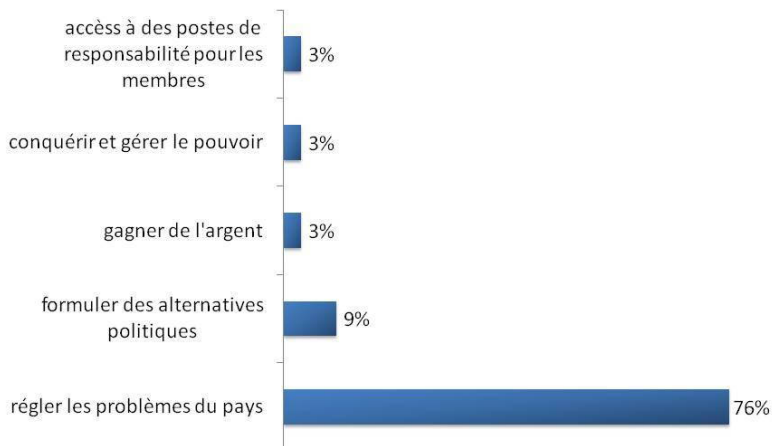


Le présent graphique porte sur l'idée qu'ont les jeunes sur les partis politiques. 17% des enquêtés reconnaissent militer dans un parti politique. On y note un taux d'engagement de 24% pour les hommes et de 9% pour les femmes. Une certaine disparité se dégage lorsqu'on évalue le taux d'engagement entre les zones urbaines et celles rurales. On note une légère avancée de l'engagement dans les zones rurales qui est de 18% par rapport à l'engagement dans les villes (15%). Cette perception des jeunes est semblable à celle qui concerne les organisations syndicales. Environ la moitié des enquêtés (49%), bien que n'étant pas militant déclare être disponible pour s'engager dans un parti politique. On note cette fois-ci un équilibre total entre les hommes et femmes volontaires pour un tel engagement. Parmi ceux qui ne sont ni militants, ni volontaires pour s'engager dans un parti politique (33%), l'enquête s'est intéressé à leurs motivations. La

moitié de ces derniers (49%) estime ne pas être intéressée, 14% sont repoussé par un « milieu malsain », 11% manquent de confiance et enfin 9% citent la corruption comme raison principale de leur désengagement.

## Notion de la fonction des partis politiques

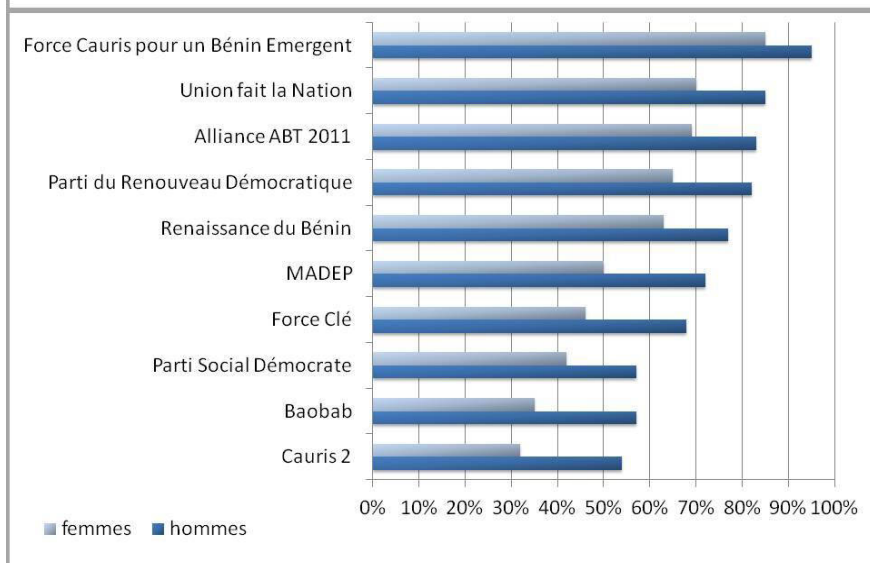
26



Le graphique ci-contre fait état d'une compréhension correcte du rôle des partis politiques par les jeunes enquêtés. Environ 76% considèrent les partis politiques comme des groupes érigés en vue du règlement des problèmes du pays. Cette compréhension correcte de la fonction du parti politique s'explique par le fait que les personnes enquêtées considèrent les partis politiques comme des cadres appropriés de discussion des affaires publiques. En tant que tel, 9% pensent que la formulation des alternatives politiques fait également partie des partis. Par contre, seulement 3% estiment que les partis ont l'objectif de conquérir et gérer le pouvoir. Cela peut s'expliquer par la forte personnalisation de la sphère politique, dans laquelle la compétition politique ne se fait pas entre partis mais entre personnalités politiques.

## Les partis politiques les plus connus

27

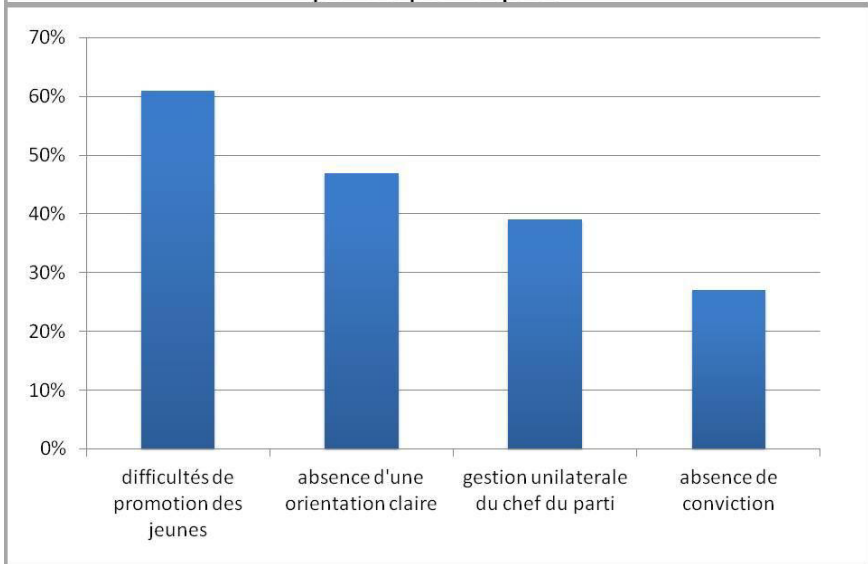


Les partis ou alliances politiques les plus connus sont sans doute ceux qui ont présenté des candidats à la présidentielle de 2011, à savoir Force Cauris pour un Bénin Emergent (FCBE, 90%) à travers son candidat réélu qui est l'actuel Président de la République, le Docteur Thomas Boni Yayi, l'Union fait la Nation (UN, 77%) à travers son candidat unique, Maître Adrien Houngbédji, l'Alliance pour un Bénin qui Triomphe (Alliance ABT 2011, 76%) à travers Monsieur Abdoulaye Bio Tchané. On note qu'en règle générale, les partis sont plus connus des hommes que par des femmes, notamment en ce qui concerne les partis politiques les moins en vue. Il se dégage également au niveau des partis les plus populaires une bipolarisation importante caractérisée d'une part par l'opposition et de l'autre par la mouvance. Cette forte popularité de certains partis politiques peut aussi s'expliquer par la propension des citoyens à une forte personnalisation des partis.

Conséquence, le leader charismatique du parti est plus connu que le parti lui-même. Il se pose alors un problème de connaissance même de l'essence d'un parti politique. Cette absence de clarté, pourrait, à la longue porter un coup sérieux à la démocratie : quels sont les idéaux défendus par un parti ? Les grands rassemblements ou groupes politiques ne fonctionnent pas comme de véritables partis parce qu'ils évoluent comme un conglomérat d'acteurs d'obédiences diverses qui ne défendent pas des idéaux clairement identifiables.

## Difficultés rencontrées par les militants des partis politiques

28



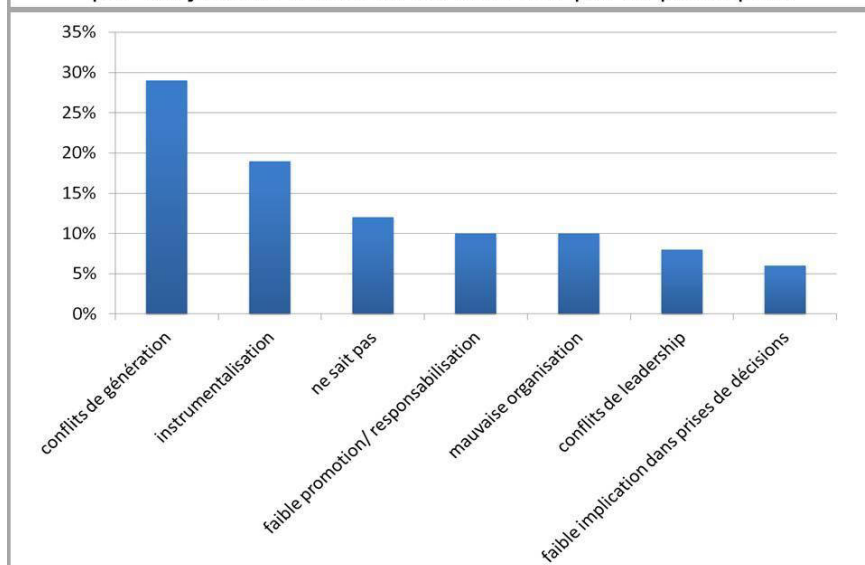
Les difficultés rencontrées par les militants des partis politiques (19%) sont identiques à ceux des militants d'organisations syndicales (cf. diaporama 27 supra), à savoir en premier lieu les difficultés de promotion des jeunes (61%), suivi de l'absence d'une orientation politique claire avec des idéologies bien précises (47%). Ces résultats témoignent du dysfonctionnement des partis politiques aussi bien en ce qui concerne leur structuration interne que leur transparence. Les jeunes ont rarement accès aux postes de responsabilité, ce qui freine le renouvellement de la classe politique. En outre, le manque d'orientation claire se fonde sur le fait que les leaders des partis politiques ne défendent pas des idéologies précises et clairement articulées. Les enquêtés évoluent dans un environnement flasque car les personnalités politiques et membres des partis sont susceptibles de changer de partis ou de regroupement politique uniquement sur la base de leurs intérêts

personnels. La troisième difficulté est relative à la gestion unilatérale du parti par son chef (39%), ce qui fait référence à une concentration du pouvoir au sommet du parti et même parfois, au niveau d'une seule personne.



## Perceptions des enquêtés sur les difficultés rencontrées par les jeunes militants au sein des partis politiques

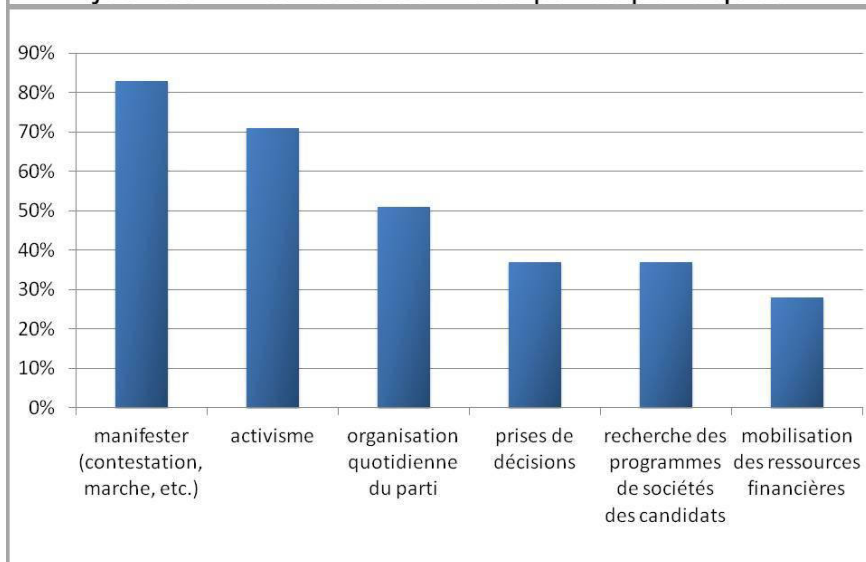
29



En lien avec l'analyse précédente, la plus grande partie des enquêtés estime que les jeunes militants des partis sont principalement confrontés aux défis de conflits de génération (29%), suivi par leur instrumentalisation (19%). 12% des enquêtés répondent ne pas avoir une idée sur les difficultés auxquels les jeunes militants sont confrontés.

## Perceptions des enquêtés sur les implications des jeunes militants au sein des partis politiques

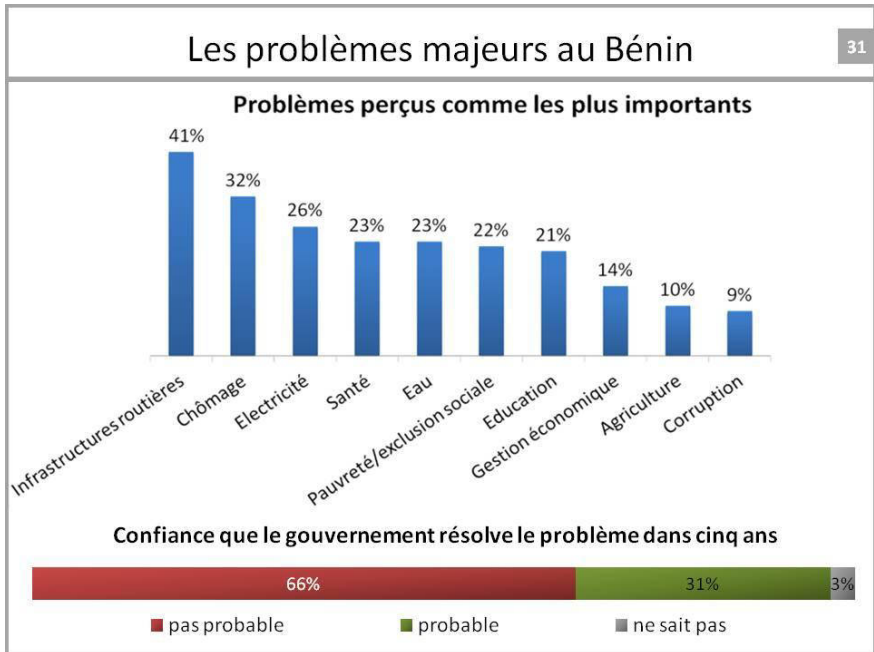
30



La grande majorité des enquêtés (83%) associe la nature d'implication au sein des partis politiques à des activités de manifestation, suivi par l'activisme (71%). Dans ce cadre, le graphique reflète une certaine similarité avec l'implication au sein des syndicats (diaporama 29). Encore une fois, les enquêtés estiment que les jeunes ne prennent pas de responsabilités majeures du fait leur exclusion des centres de décisions. Près de 37% pensent que les jeunes militants des partis politiques sont impliqués dans la mobilisation ou dans la conception ou la collecte de données pour l'élaboration des programmes de sociétés des candidats. En plus des options proposées par le questionnaire, les enquêtés avaient le choix d'indiquer d'autres réponses portant sur le militantisme des jeunes au sein des partis politiques ; ainsi, 3% estiment que les jeunes militants s'engagent également durant les périodes électorales.

## CHAPITRE III

### EVALUATION DE L'APPAREIL POLITIQUE

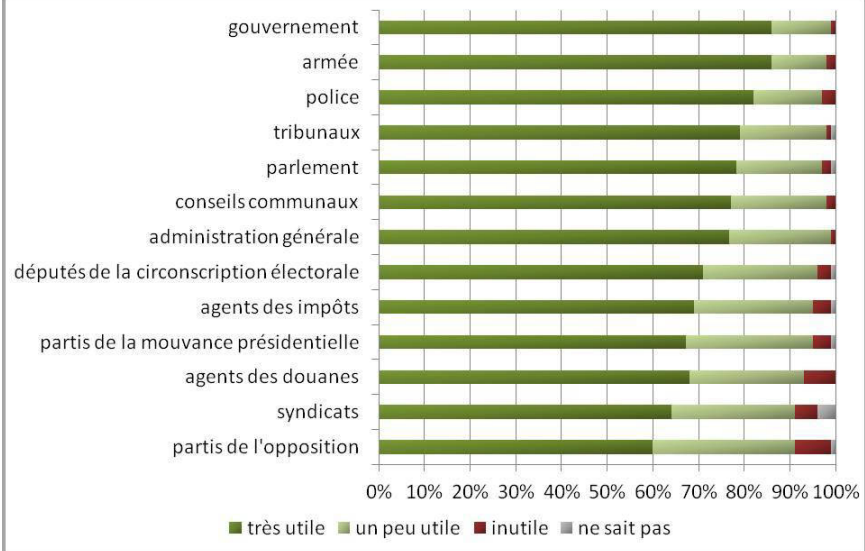


Ce graphique nous renseigne sur la hiérarchisation des problèmes perçus comme les plus importants par les enquêtés. Ces derniers devraient citer les trois problèmes qui leurs semblent le plus importants. Selon 41% d'entre eux, les problèmes du pays se situent principalement au niveau des infrastructures routières, du chômage (32%) et de l'électricité (26%). Par contre, les défis en matière d'éducation (21%), de gestion économique (14%) et de corruption (9%) ne sont pas considérés, selon eux, comme des problèmes clés, alors que ces aspects économiques, politiques et sociaux constituent souvent la racine des problèmes. Dans la perception des enquêtés, ce sont les problèmes « visibles et palpables » au quotidien, les « symptômes » d'un système

déficitaire, tels que le mauvais état des voies ou les délestages, qui prédominent. A contrario, les causes de ces mêmes problèmes, tels que la mauvaise gestion économique et la corruption, semblent être négligés. Le faible niveau d'éducation pourrait éventuellement contribuer à cette lecture. Interrogé sur la confiance qu'ils ont qu'au bout de cinq ans le problème qu'ils ont évoqué sera résolu par le gouvernement, la majorité (66%) des enquêtés n'est pas optimiste et estime que ce ne serait pas probable. Seulement 31% des enquêtés partagent l'avis que le gouvernement serait capable de résoudre les problèmes, ce qui nous indique que les personnes participant à l'enquête ne font pas confiance au gouvernement en tant qu'institution capable de résoudre les problèmes du pays. Il en ressort une attitude globalement pessimiste.

## Utilité des institutions politiques

32

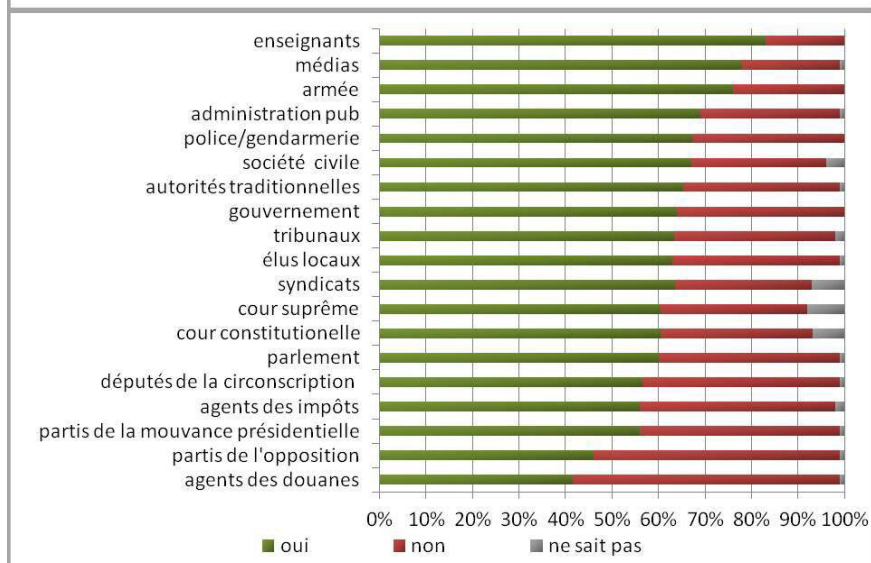


Interrogé sur l'utilité des institutions politiques, les enquêtés ont favorablement répondu à hauteur de 86% sur l'utilité du gouvernement et de l'armée, suivi par la police (82%). Les institutions politiques auxquels les enquêtés accordent le moins d'utilité sont les partis de l'opposition (60%), les syndicats (64%) et les partis de la mouvance présidentielle (68%), suivi par les agents des douanes et ceux des impôts. Dans ce cadre, il est important de relever le fait que les enquêtés trouvent l'armée plus utile que le parlement et les tribunaux (79%), ce qui soulève des questionnements légitimes dans un système qui se veut démocratique. Le parlement en tant que pouvoir législatif et de représentation populaire, ainsi que les tribunaux comme émanation du pouvoir judiciaire, ne sont pas perçus comme des institutions fiables, crédibles et indépendantes. Ce manque de confiance envers des institutions cardinales dans une démocratie

trouve un écho similaire notamment au niveau des syndicats et des partis politiques respectivement moins perçus comme organes de défense des droits des travailleurs, et organes de canalisation des courants politiques. Les partis de la mouvance présidentielle paraissent, dans la perception des enquêtés, plus utiles que les partis d'opposition. Ceci relève d'un manque de confiance et d'une méfiance considérable vis-à-vis des institutions politiques au Bénin.

## Confiance aux institutions ou corps sociaux

33



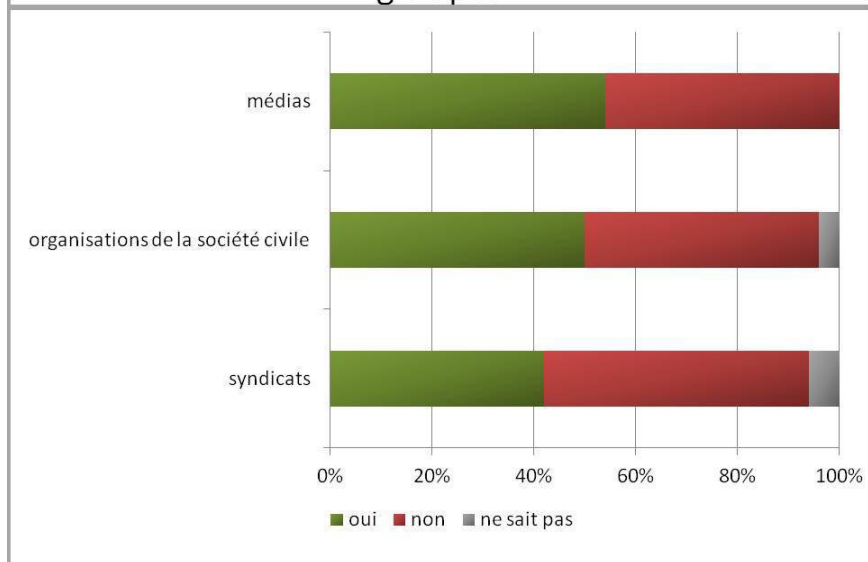
De la lecture de ce graphique, il ressort la grande confiance qu'exprime la majorité des enquêtés vis-à-vis de certains corps tels que, les enseignants 83%, les médias (78%) et l'armée (76%). L'armée bénéficie d'une solide confiance auprès des jeunes Béninois, mieux que la société civile (67%), les autorités traditionnelles (66%), les tribunaux (64%) ou encore la Cour suprême et la Cour constitutionnelle (les deux à 61%). Le fait que l'armée vienne en troisième position dans la manifestation de la confiance des jeunes, bien que pouvant positivement s'expliquer par le caractère républicain de l'armée, pourrait aussi faire penser à un échec des institutions sensées rassurer les Béninois en premier lieu dans un contexte de démocratie. Seulement 60% des enquêtés affirment faire confiance au parlement, et 56% aux députés de leur circonscription. Les institutions ou corps sociaux vis-à-vis desquels les jeunes expriment le moins de confiance sont

les agents des impôts et des douanes, ainsi que les partis politiques, mouvance et opposition compris. Ces chiffres témoignent d'un manque de confiance d'abord vis-à-vis de l'Etat central et ensuite vis-à-vis des partis politiques. Cela est également la manifestation d'une désillusion grave par rapport à la démocratie en général et au système politique démocratique en cours d'expérimentation en particulier.



## Crédibilité des personnes ou organisations de groupes

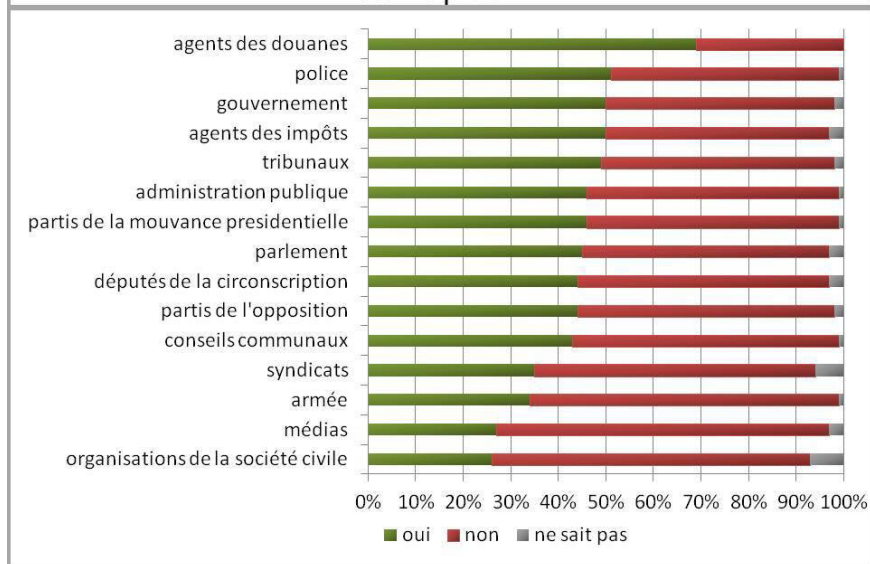
34



Selon les enquêtés, les médias sont en tête de peloton des institutions crédibles. 54% des enquêtés leur font confiance, alors que pour les organisations de la société civile, ce taux s'élève à la moitié des enquêtés et pour les syndicats à 42%.

## Perception d'implication dans des affaires de corruption

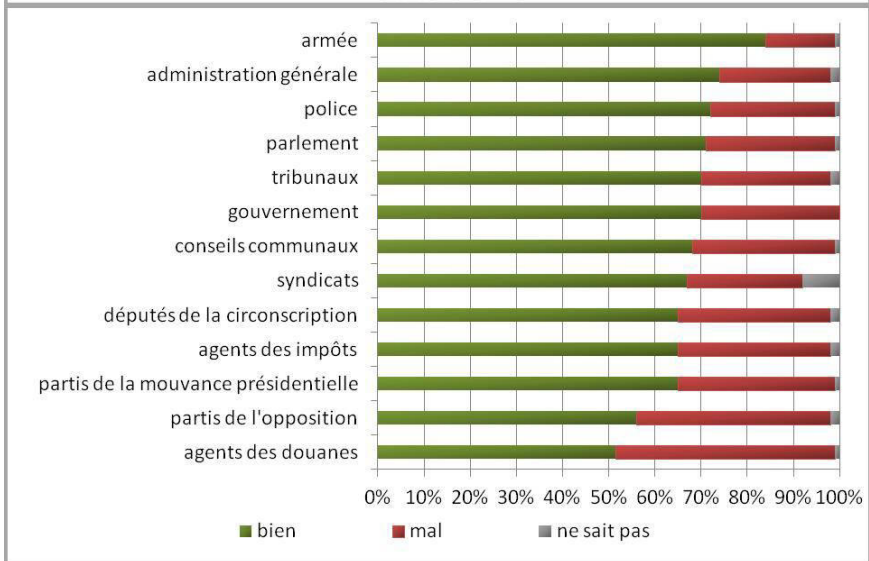
35



Il ressort de la lecture du graphique que dans la perception des enquêtés, ce sont les agents des douanes qui sont les plus corrompus (69%). Suivent dans le classement des institutions les plus corrompues la police (51%) et le gouvernement (50%). Au contraire, les organisations de la société civile (26%), les médias (27%) et l'armée (34%) semblent bénéficier d'une relative crédibilité aux yeux des enquêtés. Ces derniers chiffres confirment les résultats consignés dans les graphiques précédents, tels que la bonne réputation dont bénéficient l'armée et les médias auprès des enquêtés ainsi que le manque de confiance vis-à-vis des institutions publiques comme les tribunaux, les partis politiques, le parlement ou les députés.

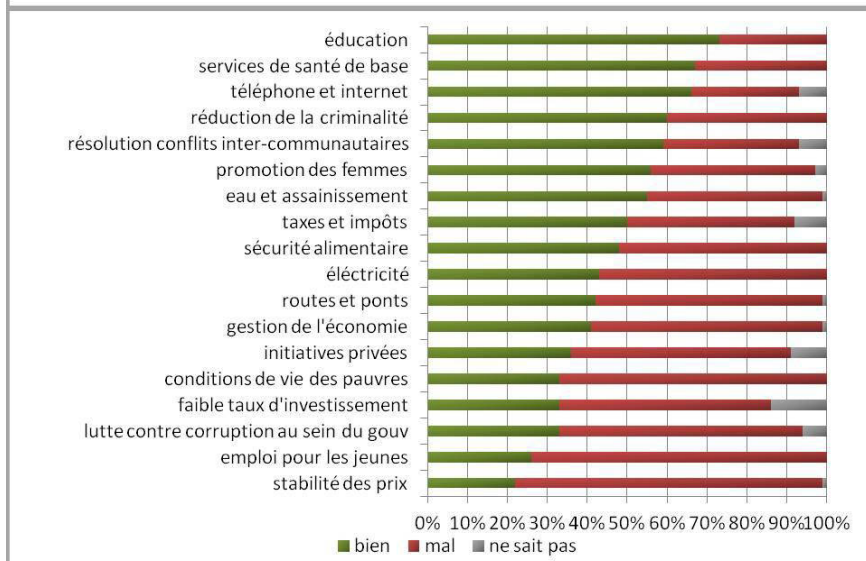
## Accomplissement de devoirs par les différentes institutions

36



Au nombre des institutions, l'armée et l'administration générale jouissent d'une bonne réputation. 84% des enquêtés s'estiment satisfaits du travail de l'armée, et 74% des prestations de l'administration générale. Selon les enquêtés, les institutions qui ne font pas preuve de conscience professionnelle sont les agents des impôts (65% n'en sont pas satisfaits) et des douanes (52%), ainsi que les partis politiques, tous bords confondus opposition (56%) et mouvance présidentielle (65%). Comme dans le graphique précédent, la mouvance présidentielle bénéficie d'une confiance plus grande des jeunes enquêtés en comparaison avec l'opposition. En outre, les performances des conseils communaux, des députés au sein des circonscriptions et les syndicats ne semblent visiblement pas combler les attentes des populations.

## Appréciation des performances du gouvernement 37

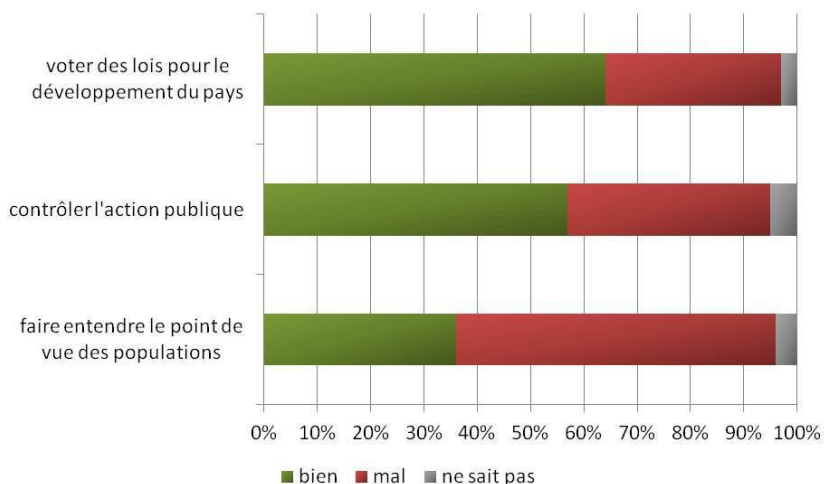


En ce qui concerne le travail du gouvernement, la majorité des enquêtés apprécie en premier lieu la politique gouvernementale en matière d'éducation (73% la jugent satisfaisante). Cette réponse vient conforter les statistiques d'un précédent graphique (diaporama 38) par rapport aux problèmes perçus comme les plus importants. Le domaine de l'éducation n'a été cité qu'en en 7<sup>ème</sup> position, démontrant une certaine satisfaction des enquêtés sur les innovations entamées dans le domaine scolaire. Au nombre des domaines les plus appréciés, figurent également les services de santé de base (67%), les télécommunications et Internet (66%), ainsi que la politique de réduction de la criminalité (60%). Par contre, la politique économique reste l'objet de préoccupations majeures des enquêtés, car selon ces derniers, le gouvernement n'arrive pas à améliorer les conditions de vie des pauvres, à attirer des investissements, à éradiquer la corruption au sein du

gouvernement (tous à 33%), de même qu'à promouvoir la création d'emplois pour les jeunes (26%). Notons que la politique de stabilisation des prix fait l'objet d'une préoccupation particulière (22%).

## Travail des députés

38

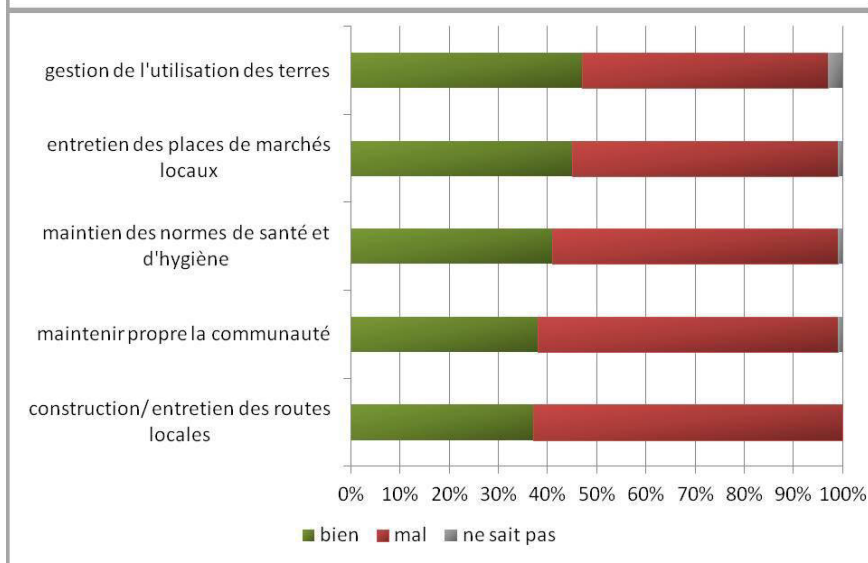


Interrogés sur l'appréciation des tâches qu'accomplissent les députés, les enquêtés expriment de manière générale un pessimisme proche de la déception. Dans deux domaines d'actions sur trois soumis aux enquêtés, le travail des députés est négativement perçu. 64% sont satisfaits de la législation, alors que pour le contrôle de l'action publique du gouvernement, ce taux chute à 57%. La plus grande déception se ressent dans le rôle de représentation des populations que le parlement est sensé jouer ; les enquêtés pensent qu'ils ne tiennent pas compte de leur point de vue et de leurs préoccupations. Seulement 36% des enquêtés estiment que le point de vue des populations est bien reflété par les parlementaires. Autrement dit, ils partagent l'avis qu'une fois élus, les députés ne s'intéressent plus à de leurs circonscriptions électorales. En dehors d'une certaine indifférence des parlementaires pour les intérêts des populations, cette perception

peut également occulter un problème d'incompréhension par rapport aux rôles et responsabilités des parlementaires auprès des enquêtés. Bien qu'étant constitutionnellement investis d'un mandat représentatif, les députés sont plutôt sensés défendre l'intérêt national.

## Travail du conseil municipal/communal

39



La présente illustration montre d'emblée une certaine désillusion de la population face au service rendu par les conseils municipaux ou communaux. La satisfaction issue des diverses prestations varie entre 37% et 47%, alors que l'insatisfaction prend une ampleur considérable, oscillant entre 50% et 63%. L'insatisfaction des enquêtés est très prononcée quant au maintien de la propreté dans la communauté (seulement 38% en sont satisfaits) et les travaux de construction et l'entretien des voies de desserte locale (37%).



## Actions permettant la responsabilisation des citoyens dans le contrôle de l'action communale

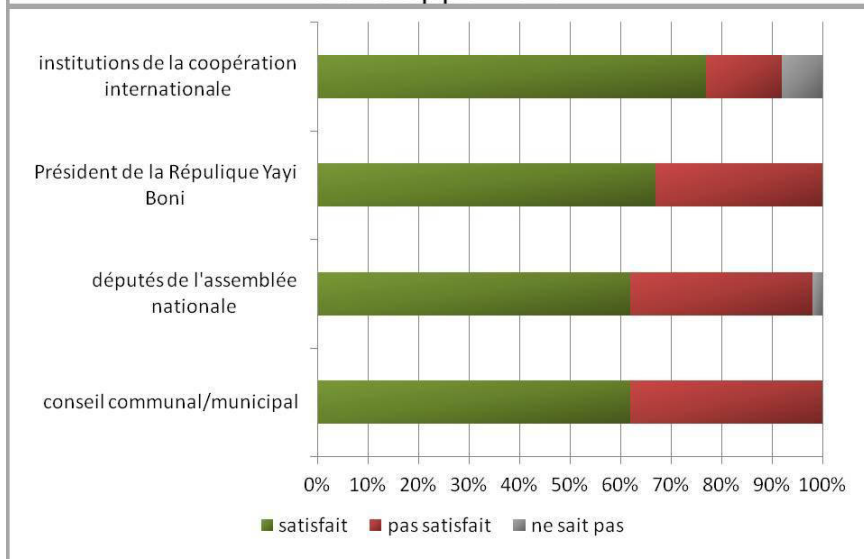
40



Pour être davantage responsabilisé et s'impliquer dans les activités et la politique au niveau communal, les enquêtés souhaitent être informés du programme d'action (89%) et du budget du conseil (87%). En outre, ils souhaitent être impliqués dans la mise en œuvre et l'élaboration des plans de développement (85%). Cela pourrait laisser supposer que les enquêtés ressentent probablement un manque de transparence dans la politique et la gestion financière du conseil communal/municipal, mais également des freins quant à leur implication et leur participation à la gouvernance locale. Ces résultats, ainsi que la consultation d'autres personnes (tels que les chefs traditionnels ou des acteurs de la société civile) sur la gestion de la commune soulève la question de la remise en question de la légitimité des élus communaux.

## Satisfaction avec les actions effectués pour le développement

41

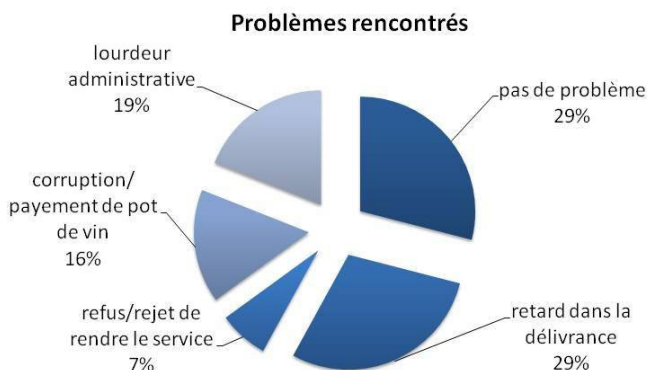


Globalement, les enquêtés sont le plus satisfaits des actions du chef de l'Etat (34%) et des institutions de la coopération internationale (32%), contrairement aux actions des députés (16%) et des conseils communaux/municipaux (14%) pour lesquelles les citoyens expriment de l'insatisfaction.

## Problèmes rencontrés lors de la sollicitation d'un service auprès de l'administration publique

42

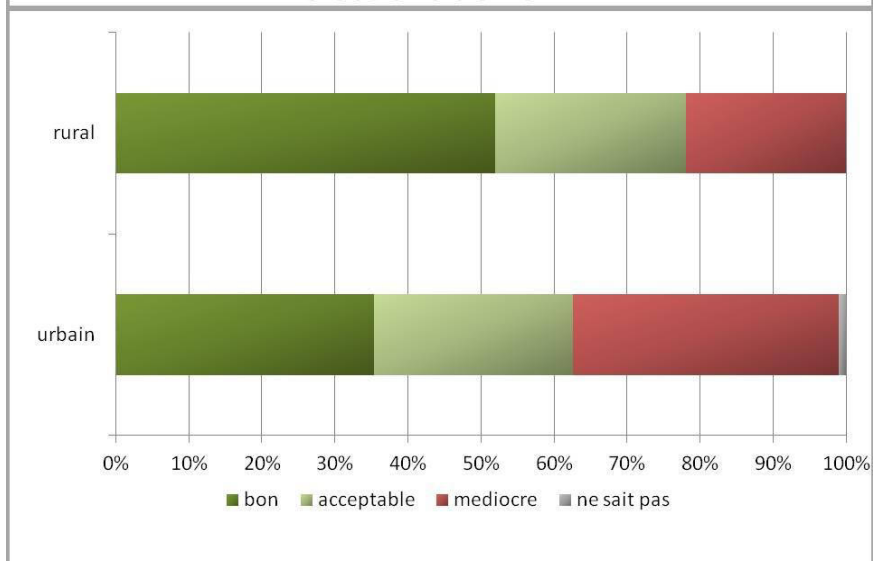
	Femmes	Hommes	Urbain	Rural	Total
Pourcentage de personnes ayant sollicité un service auprès de l'administration publique les 12 derniers mois	24%	40%	38%	25%	<b>32%</b>



Il ressort de la présente illustration qu'un tiers seulement des enquêtés a sollicité un service l'année passée. Parmi ces 32%, le taux d'hommes (40%) est presque doublement élevé par rapport à celui des femmes (24%). Une autre disparité se dégage entre les zones urbaines (38%) dans lesquelles les populations fréquentent naturellement plus souvent l'administration publique et les zones rurales (25%). Parmi les personnes ayant sollicité un service auprès de l'administration publique, la grande majorité a rencontré des problèmes (seulement 29% indiquent ne pas avoir rencontré de problèmes). Les citoyens sont insatisfaits des services offerts par l'administration publique, ce qui s'exprime à travers plusieurs aspects notamment le retard dans la délivrance (29%), la lourdeur de l'administration (19%) et la corruption (16%).

## Appréciation générale du déroulement des élections de 2011

43



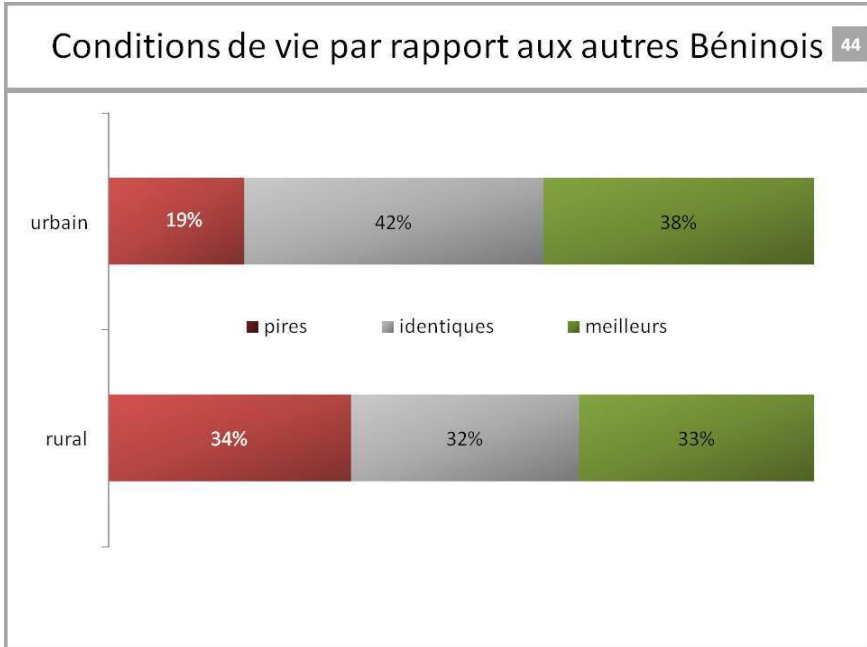
On constate une différence entre le milieu urbain et le milieu rural en ce qui concerne l'appréciation du déroulement des élections de 2011. En milieu rural, plus de la moitié des enquêtés (52%) se dit satisfait de ce dernier, alors qu'en milieu urbain, ce nombre s'élève à 38%. Dans cette même logique, seulement 22% des enquêtés en zone rurale qualifient le déroulement de « médiocre », contre 36% en milieu urbain.

En effet, le regard analytique sur le processus électoral n'est pas le même selon qu'on est en milieu rural ou en milieu urbain. La population rurale n'est pas forcément outillée pour porter un regard critique sur les questions stratégiques telles que la commission électorale, la LEPI, la couverture médiatique, la régulation des médias, l'attitude de la Cour constitutionnelle, etc. dont la combinaison concourt pourtant à l'issue des élections. Les désagréments qu'ont connu les populations en milieu urbain lors

du scrutin de 2011 (repérage difficile des bureaux de vote, longues files d'attente etc.) pourraient aussi justifier ces attitudes.

## CHAPITRE IV

### CONDITIONS DE VIE

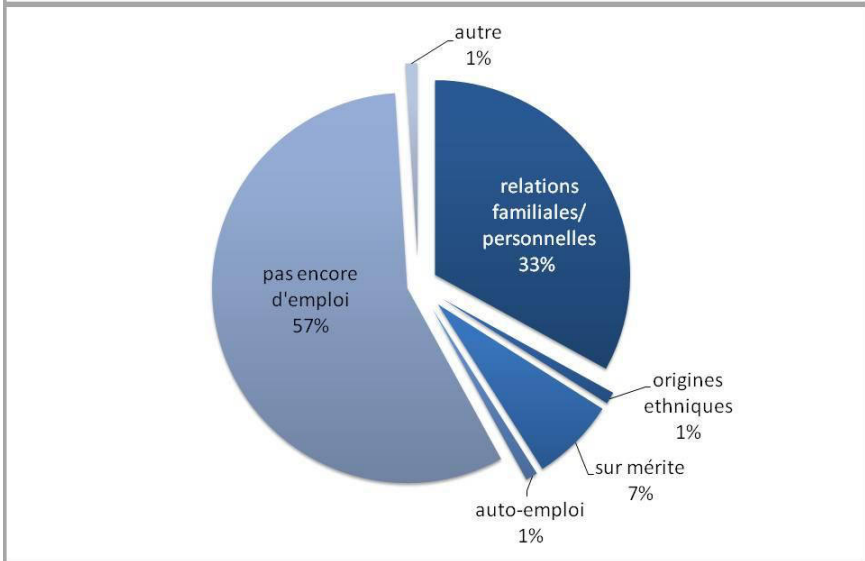


L'illustration ci-contre reflète un certain écart entre les conditions de vie en ville et celles en milieu rural. 9% des personnes vivant en milieu rural jugent leurs conditions de vie de « bien pires » comparées à ceux vivant en milieu urbain (3%), et 27% estiment vivre de manière plus défavorisée que dans les zones urbaines. En milieu rural, les populations se sentent plus défavorisées notamment à travers l'inégale répartition des infrastructures et des conditions précaires, tels que l'accès difficile à l'eau potable, à l'électricité, à l'éducation ou encore la pénibilité des travaux champêtres. En outre, on peut citer les problèmes de la déconcentration de l'Etat qui pousse parfois aux déplacements des administrés vers les grandes villes. On note par contre à

l'extrémité de l'illustration qu'un équilibre relatif aux personnes ayant un avis plutôt positif sur leurs conditions de vie (en comparaison à leurs compatriotes) se remarque dans les deux cas. Cela peut servir comme indicateur d'équilibre social, car l'écart ressenti par les enquêtés entre leurs propres conditions de vie et celles des autres n'est pas très prononcé.

## Obtention du premier emploi

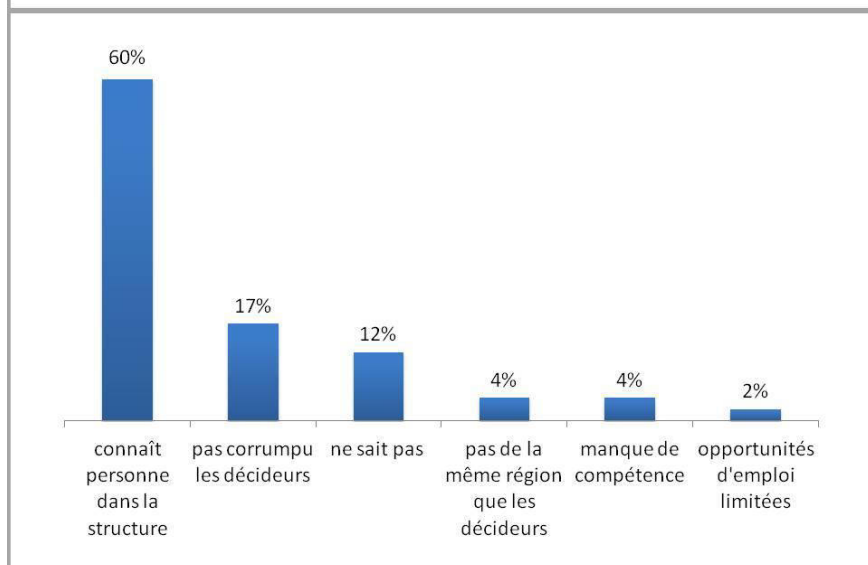
45



A travers le graphique, on constate d'entrée de jeu que la majorité des enquêtés (57 %) n'a pas encore d'emploi et qu'une autre grande partie de ceux qui ont une situation professionnelle ont dû mettre en branle soit leurs relations familiales, soit leur relations personnelles (33%). Outre cet aspect, d'autres causes peuvent expliquer le taux élevé de chômage ; il s'agit du manque de transparence dans les opportunités de travail ou encore l'accès difficile aux informations relatives aux appels à candidature. Seulement une infime partie des enquêtés (7%) ayant trouvé leur premier emploi disent avoir été recrutés sur la base de leurs qualifications et compétences et sans avoir connu quelqu'un dans la structure de recrutement.



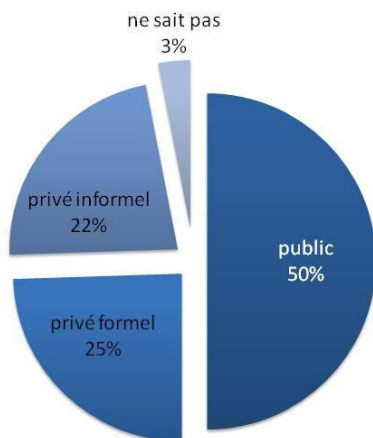
## Causes des échecs dans la recherche d'un emploi 46



Dans le graphique précédent, ceux qui ont indiqué ne pas avoir d'emploi (57 %), le sondage s'est intéressé aux raisons de l'échec dans la recherche d'un emploi. La grande majorité de ces personnes, à savoir 60% répondent ne pas connaître quelqu'un dans la structure de recrutement. En outre, 17% disent ne pas avoir corrompu (suffisamment) les décideurs. On peut en déduire qu'outre le problème de la corruption, le réseau de relations personnelles ou familiales est au Bénin plus important dans la recherche d'emploi que les compétences intrinsèques du candidat. La prépondérance du clientélisme nuit au bon fonctionnement de l'administration et des institutions de l'Etat et se fait au détriment de la conception et la mise en œuvre de politiques pertinentes et efficaces pour le développement du pays.

## Secteur dans lequel les personnes aimeraient travailler

47

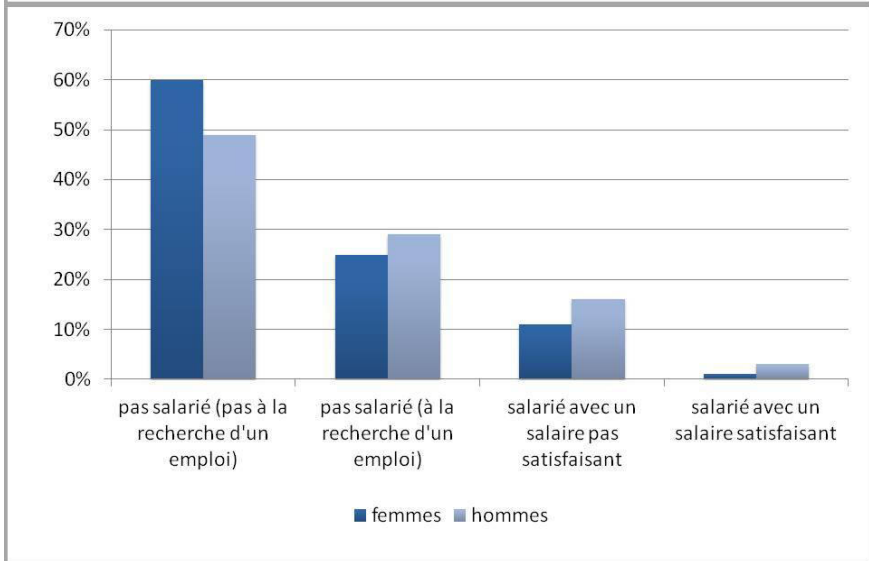


En ce qui concerne les champs de prédilection pour l'emploi, 50% des enquêtés se prononce en faveur du secteur public. Ceci relève une explication à double facette. D'un point de vue socio-économique, les employés considèrent le secteur public comme beaucoup plus serein quant aux allocations familiales et toute sorte d'assurances qui accompagnent un salaire « certain ». Aussi faut-il préciser que la plupart des employés cherchent un emploi avec une retraite garantie. Il est, semble-t-il plus facile de connaître une bonne ascension professionnelle accompagnée de prébendes en lien avec les postes occupés. En effet, la facilité avec laquelle les fonctionnaires publics s'enrichissent une fois qu'ils occupent des postes de responsabilité dans l'administration pourrait justifier cette envie pour la majorité des enquêtés de servir l'Etat. D'un point de vu psychologique, les demandeurs d'emploi préféreraient s'orienter vers le secteur public pour éviter

la rude concurrence du secteur privé fondé sur la compétence mais aussi et surtout les risques de licenciements qui y sont fréquents. L'autre motivation qui pousse 25% des jeunes à rechercher du travail dans le secteur privé formel est probablement le désir de se mouler dans un environnement dynamique, professionnel et concurrentiel qui offre des salaires plus intéressants, ou par des ambitions de vouloir créer une entreprise personnelle et d'être à leurs propres compte. Cette tendance provient de la crainte de ces jeunes face à la précarité et aux revendications sans cesse renouvelées dans le secteur public.

## Situation salariale

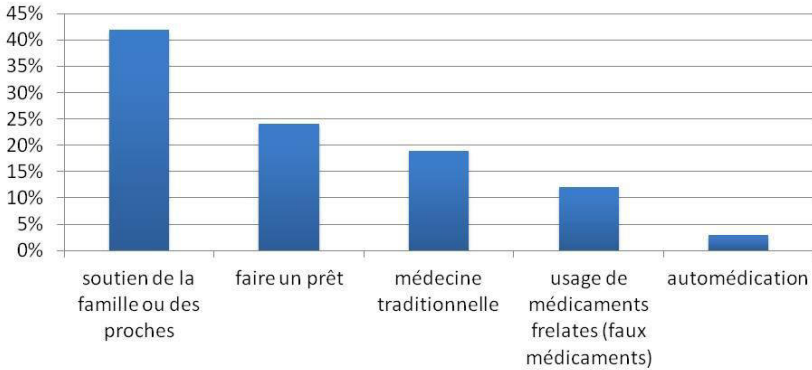
48



Le graphique reflète dans une certaine mesure une situation salariale relativement dégradante. Notons ici que la majeure partie des enquêtés n'est pas encore dans une situation professionnelle. Un pourcentage de 60% chez les hommes et de 49% chez les femmes se déclare non-salariés et ne pas être à la recherche d'un emploi et de ce fait sont en formation ou déjà des acteurs de l'économie informelle qui vivent des fruits de leurs activités d'auto-emplois. Ceci vient confirmer les statistiques des graphiques précédents où l'on note soit un taux élevé de jeunes chômeurs, soit un nombre relativement élevé d'enquêtés qui préfèrent travailler dans le secteur privé informel. Seulement un nombre infime (3% d'hommes contre seulement 1% de femmes) se déclare satisfait de son salaire.

- **20%** des répondants ont des revenus permettant un accès adéquat aux soins de santé hospitaliers

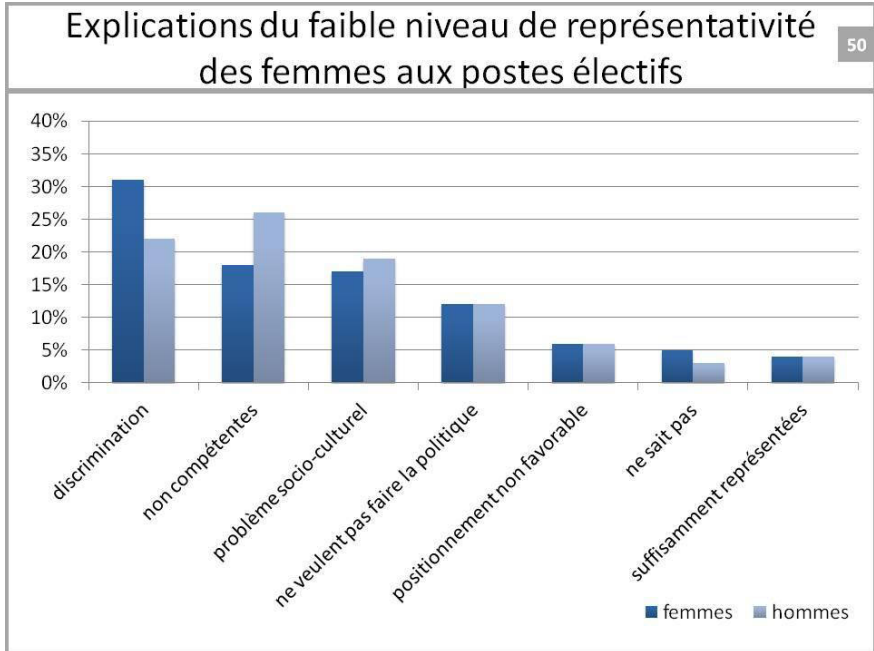
### Méthodes de se soigner sans revenus suffisants



Ce graphique révèle que seulement 20% de personnes ont les moyens suffisants pour se faire soigner. La plupart du temps, un recours à la famille ou à des amis s'impose afin de faire face aux dépenses de santé (33%). D'autres personnes préfèrent quant à eux faire un prêt (19%) tandis qu'environ 15% des enquêtés s'adonnent à la médecine traditionnelle pour recouvrer leur santé. 9% des enquêtés préfèrent, par manque de moyens financiers utiliser des médicaments contrefaits pendant qu'une minorité seulement préfère pratiquer l'automédication (2%). On note dans l'ensemble une fragilité du système sanitaire dû à l'accès difficile aux soins sanitaires adéquats et au défaut d'une assurance maladie. De plus, la mauvaise prestation des services offerts dans les centres de santé publique conduit certaines personnes, bien qu'ayant les moyens, à pratiquer l'automédication ou à utiliser les médicaments de qualité douteuse.

## CHAPITRE V

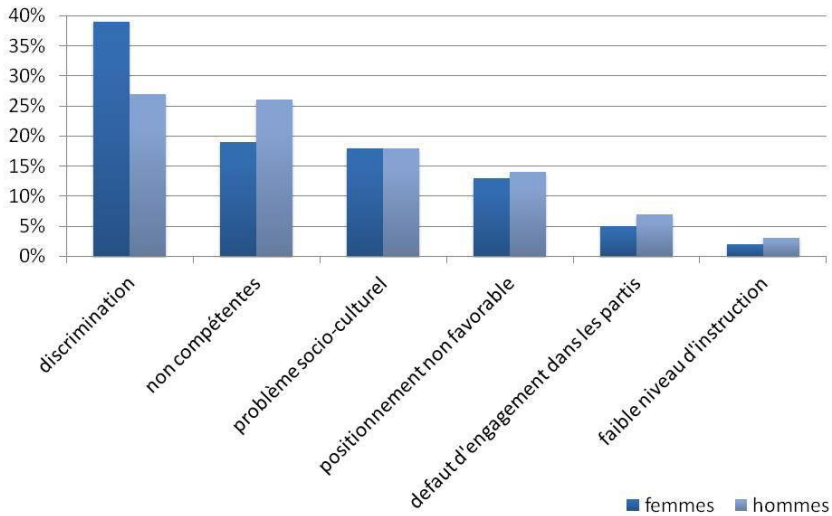
### EGALITE ET DISCRIMINATION



En ce qui concerne le taux de représentativité des femmes aux postes électifs, les avis divergent sur la cause principale. Les femmes justifient ce phénomène par le fait qu’elles sont victimes de discrimination (31% contre 22%), les hommes y voient plutôt le manque de compétence (26% contre 18%). Si les opinions diffèrent pour ces deux explications, l’écart entre les opinions des hommes et celle des femmes diminue considérablement par rapport aux autres explications. En effet, le problème socioculturel (18%) ou encore le manque de volonté à s’engager dans la politique (12%) sont perçus dans la même proportion.

## Explications du faible niveau de représentativité des femmes au niveau des postes de responsabilité dans l'administration

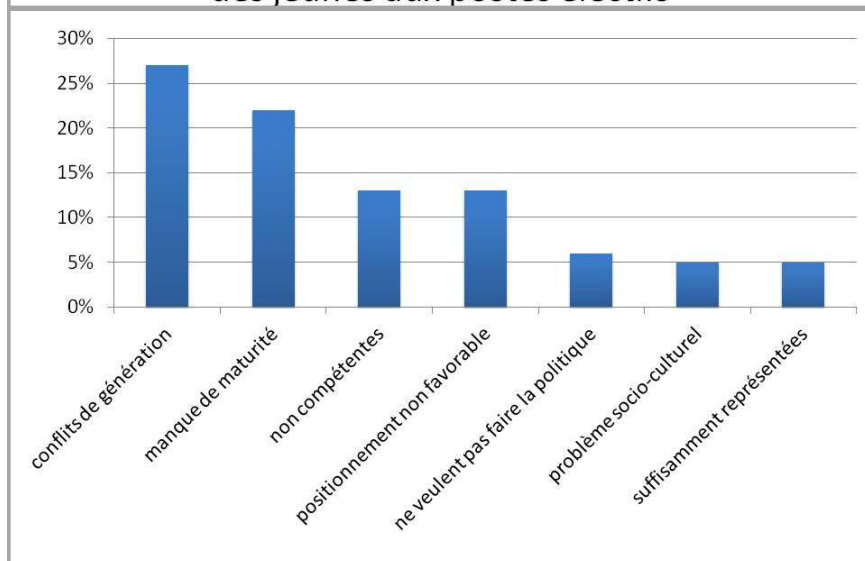
51



Le graphique est presque identique au graphique précédent, ce qui est synonyme d'une similarité entre les positions défendues par les uns et les autres comme cause du faible niveau de représentativité des femmes aussi bien dans l'administration que pour les postes électifs. Pour accéder aux postes de responsabilité dans l'administration, les femmes sont principalement confrontées à la discrimination (39% des femmes et 27% des hommes) et à un environnement socioculturel défavorable (18%), ainsi qu'au manque de compétences (cité par 19% des femmes contre 26% des hommes).

## Explications du faible niveau de représentativité des jeunes aux postes électifs

52



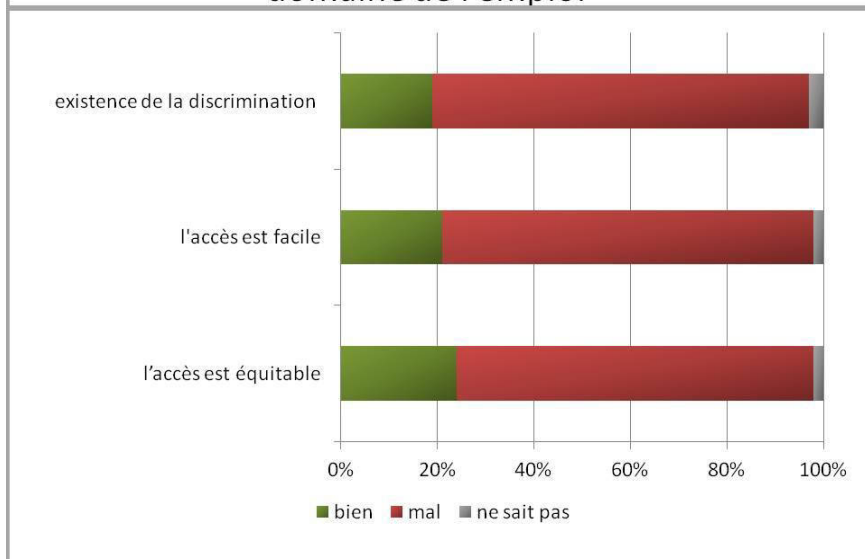
La première cause énoncée par le présent graphique est relative aux conflits de génération (27%) qui empêche les jeunes d'accéder aux postes électifs, idem pour les jeunes syndicalistes (diaporama 27) ou les militantes des partis politiques (graphique 32) en ce qui concerne l'accèsion aux postes de responsabilité. Le manque de maturité face aux défis sans cesse croissants du monde politique est également considéré comme le talon d'Achille de la jeunesse selon 22% des enquêtés. En plus des réponses fournies dans le questionnaire, les enquêtés étaient libres de faire référence à d'autres explications ou raisons. Ainsi, 5% ont noté le problème du « manque de moyens financiers » et 1% des enquêtés le « faible niveau d'instruction ». Ces différentes causes, à savoir le manque de formation et de confiance aux jeunes constituent un obstacle à l'alternance et le renouvellement de la classe politique. Ainsi, une représentativité disproportionnelle des différentes catégories



d'âge de la population porte atteinte à la démocratie, et ceci notamment dans le contexte du Bénin dont la jeunesse représente la majeure partie de la population.

## Traitement des jeunes handicapés dans le domaine de l'emploi

53



La mauvaise intégration et la marginalisation des handicapés dans la société sont clairement mises en exergue dans la présente illustration. Selon les enquêtés, il n'y a pas de dispositions prises pour remédier à l'exclusion de ces derniers : 78% s'estiment victimes de discrimination, 77% pensent que l'accès à l'emploi n'est pas équitable et 74% affirment que l'exercice d'un emploi n'est pas facile, à cause du manque de volonté politique et du manque de moyens financiers susceptibles de permettre la mise à disposition d'infrastructures, des transports et de bâtiments adaptés et adéquats.

## CONCLUSION

A la suite des analyses qui précèdent, il ressort que la jeunesse béninoise est très attachée à la conception libérale de la démocratie et au multipartisme. Par contre, elle est quasiment absente des partis politiques, des organisations syndicales et des réseaux associatifs. A contrario, ce sont les associations d'obédience religieuse qui connaissent une affluence considérable.

De façon générale, les jeunes expriment une insatisfaction proche de la déception en ce qui concerne la gouvernance interne et l'image que renvoient les partis politiques ; selon eux, les partis politiques développent le plus souvent des approches régionalistes et militent pour leurs propres intérêts ou ceux de leur famille. Selon les enquêtés, la difficulté majeure que rencontrent les jeunes au sein des partis politiques est d'abord la promotion des adultes à leur détriment, ensuite l'absence d'une orientation claire. Cependant, environ la moitié des jeunes inactifs se déclare prêts à militer au sein des partis politiques. Notons que, cette insatisfaction des jeunes est vécue de manière similaire au sein des organisations syndicales ; cependant, plus d'un tiers des enquêtés inactifs se déclare prêts à militer dans un syndicat.

L'étude a révélé que les jeunes Béninoises et Béninois sont très intéressés par les affaires publiques et la politique. En ce qui concerne les informations sur la politique, la radio et le bouche à oreille (les rumeurs) sont apparus comme les canaux le plus utilisés. Par ailleurs, les jeunes résidant en zone rurale ont un plus de difficultés à accéder à la télévision, à la presse écrite et à

Internet. La majorité des jeunes trouve les institutions politiques utiles dans le contexte béninois. Par contre, sur la confiance et la crédibilité accordées aux différentes institutions et corps sociaux, il en ressort de manière récurrente une image positive de l'armée à l'opposé de l'insatisfaction exprimée vis-à-vis des partis politiques (mouvance et opposition), des agents des impôts et des agents des douanes.

Pour les jeunes, les problèmes les plus importants auxquels le gouvernement devrait s'attaquer sont : les infrastructures routières, le chômage et l'électricité. En ce qui concerne la capacité du gouvernement à résoudre les problèmes, les enquêtés ont plutôt exprimés un pessimisme. Notamment la recherche d'emploi s'avère difficile pour cette catégorie sociale, étant donné que les relations familiales ou personnelles jouent un rôle décisif.

Les jeunes, quelque soit leur genre, participent encore massivement aux élections. Cependant, ils sont absents des groupes associatifs, mais prêts à s'unir avec d'autres pour discuter des enjeux de développement. En outre, ils sont fortement attachés au principe de « non violence » et ont un sens assez élevé du « civisme fiscal ».

Pour conclure, il convient de rappeler qu'au-delà des valeurs fondamentales, la citoyenneté dans une démocratie suppose aussi qu'une masse critique dans la population adopte une attitude propice à cette démocratie. Même si la jeunesse béninoise devra davantage prendre conscience de son rôle de contrôle de l'action gouvernementale, elle est d'ores et déjà mue par des valeurs qui sont propices au développement de la démocratie.

## **La Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) au Bénin**

La Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est présente au Bénin depuis 1993. Le Bureau de la FES à Cotonou est responsable de la coordination des activités de la FES au Bénin, au Togo et au niveau régional. Au Bénin, les programmes de la FES visent à accompagner les efforts des partenaires étatiques et non-étatiques dans :

- le renforcement des capacités des parlementaires ;
- la consolidation de la liberté d'expression et le renforcement des capacités des médias pour la conduite d'investigations indépendantes ;
- le renforcement des capacités des organisations de la société civile notamment sur les thématiques politiques, économiques et sociales ;
- l'émergence et la consolidation d'une culture syndicale responsable qui assure la défense des intérêts des travailleurs ;
- la promotion du jeune leadership au sein des médias, des organisations de la société civile, des syndicats et des partis politiques.

Le Bureau de la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) au Bénin est actuellement dirigé par Monsieur Constantin Grund qui agit en qualité de Représentant Résident.

## **L'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique**

Créé le 7 janvier 2004 sous l'impulsion du Professeur Léonard WANTCHEKON (Université de Princeton), l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP) est une institution à but non lucratif dédiée à la formation et à la recherche empirique en évaluation de politiques publiques. Depuis sa création, l'IREEP s'affirme comme une référence dans la recherche sur les politiques publiques et dans la formation de troisième cycle, en économie et en statistique. L'IREEP entreprend des recherches dans plusieurs domaines afférents au développement.